

AADL3

**LES NOUVELLES
MESURES
DE BELARIBI**

Lire en page 6 l'article
de Salim Benalia

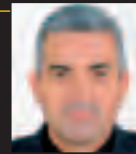
L'EXPRESSION

Le Quotidien

Vendredi 21 - samedi 22 mars 2025 - N°7467 - Prix : Algérie 30 DA — <http://www.lexpressiondz.com> — issn 1112-3397 — Directeur Fondateur : AHMED FATTANI

LE PRÉSIDENT MACRON ABORDE LA CRISE FRANCE-ALGÉRIE

« J'AI CONFIANCE EN LE PRÉSIDENT TEBBOUNE... »



SAÏD BOUCETTA

Emmanuel Macron s'est exprimé, ce jeudi, sur ses rapports avec Abdelmadjid Tebboune et sur les relations algéro-françaises. Intervenant au lendemain du procès de Boualem Sansal et de la décision de la justice française sur le dossier Bouchouareb, le chef de l'État français a mis en avant la « confiance » qu'il plaçait « dans le président Tebboune ». Macron, qui a eu des propos bienveillants, a également noté la « clairvoyance » de son homologue.

●●● Suite en page 3

● Le « destin » de Boualem Sansal dissocié des autres points en litige

● Plusieurs messages échangés entre Tebboune et Macron

SALAH GOUDJIL



« Préservons la mémoire nationale »

Lire en page 6 l'article
d'Abdelkrim Amarni

ELLE ARRIVE À LA 3^e PLACE DES NATIONS
LES PLUS HEUREUSES D'AFRIQUE

Il fait bon vivre en Algérie

Lire en page 24 l'article
de Walid Aït Saïd

Un autre rapport onusien met en avant un fait marquant : la pauvreté est quasi inexistante dans notre pays. Ce qui reflète une réalité indéniable : le pays progresse sur tous les plans...



COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

BOTSWANA 1 - ALGÉRIE 3

**LES VERTS
EN CONQUÉRANTS**

Lire en page 11 l'article de Moumen Aït Kaci Ali

TUNISIE

Saïed nomme une nouvelle cheffe du gouvernement

Lire l'article en page 16

BLÂMÉ PAR LE GOUVERNEMENT ET HONNI PAR LA CLASSE POLITIQUE

Bruno Retailleau de plus en plus isolé

■ MÊME François Bayrou a perdu son calme face à son ministre de l'Intérieur.

■ AREZKI IBERSIENE

Le ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, est de plus en plus isolé par ses collègues du gouvernement ainsi que de la classe politique française. Après le désaveu il y a quelques semaines du président Emmanuel Macron pour son ministre de l'Intérieur, concernant sa ferme volonté d'engager un bras de fer avec l'Algérie, plusieurs autres ministres du gouvernement ont pris leurs distances par rapport à la ligne tracée par Retailleau pour des calculs purement personnels et électoralistes. L'hypocrisie de Retailleau n'a finalement pas fait long feu, et finit par se révéler au grand jour. Ce qui a conduit son entourage du gouvernement et même de son parti politique à prendre ses distances avec lui. Du côté du gouvernement, un pic de tension a été enregistré ce jeudi, lorsque le Premier ministre François Bayrou, qui a failli être enrôlé dans la farine par Retailleau il y a quelques jours, a perdu son calme face à son ministre raciste et antimusulmans. La presse française raconte que lors du Conseil des ministres tenu jeudi dernier sur l'interdiction du port des signes religieux dans les manifestations sportives en France, le Premier ministre, François Bayrou, a été carrément excédé par les attitudes éhon-



Le ministre français de l'Intérieur.

tées et sans scrupules de son ministre de l'Intérieur. Ce dernier est devenu, en fait, complètement décomplexé par rapport à son islamophobie et sa xénophobie. Ce qui a soulevé l'ire de François Bayrou, d'habitude d'un calme olympien, qui lui intima un « Tais-toi ! » en pleine figure. Ce à quoi Retailleau a voulu quitter la réunion, mais sans finalement avoir eu le courage de le faire. La classe politique française, dans sa majorité, a désavoué la démarche du ministre de l'Intérieur, notamment concernant ses déclarations irresponsables et irréfléchies envers l'Algérie, ainsi que sa gestion de l'affaire des « influenceurs », essuyant un échec cuisant dans son bras de

fer contre l'Algérie, dont la France pouvait bien s'en passer. Intervenant lors d'un meeting contre le racisme et l'extrême droite organisé mercredi à Brest (Nord-Ouest de la France), Jean-Luc Mélenchon s'est insurgé contre l'immixtion de Retailleau dans un dossier qui relève des compétences du ministre des Affaires étrangères. « Cela ne sert à rien de créer des tensions » avec l'Algérie, a-t-il dit, reprochant tout particulièrement au ministre français de l'Intérieur de parler de mesures de représailles prévoyant la limitation de la circulation des personnes entre les deux pays. Le leader de l'extrême gauche rappelle au ministre de l'Intérieur, lors de

son discours, des vérités qu'il feint d'ignorer. « Dans quel monde vivez-vous? Vous n'êtes pas au courant qu'un Français sur quatre a un grand-parent étranger? Quand j'étais gamin, c'était un sur dix. Vous parlez de nos familles, M. Retailleau », a-t-il clamé. Jean-Luc Mélenchon a critiqué la volonté affichée par le ministre d'empêcher les membres d'une même famille de s'inviter mutuellement. « Vous voyez toute personne du Maghreb comme un ennemi, comme quelqu'un qui pose problème », a-t-il assuré. « On ne vous laissera pas faire ça, trier les Français d'après où ils viennent, leur permettre ou leur interdire d'avoir une vie de famille, d'après je ne sais quel critère, ce n'est pas M. Retailleau qui va décider ça », a-t-il déclaré. L'un des sujets importants qui a permis à Retailleau de montrer également son incompetence est celui de l'emprisonnement de l'écrivain Boualem Sansal. Des personnalités politiques de premier plan reprochent à Retailleau d'empirer le cas de l'écrivain par ses déclarations incendiaires et irresponsables. Le parti de l'extrême gauche a accusé, hier vendredi, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau de « compliquer la situation » de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal et d'instrumentaliser son cas, toute honte bue, « à des fins personnelles ». Ce qui est un

constat partagé par la grande majorité de la classe politique française. L'invité de franceinfo dans la matinée d'hier vendredi, a estimé que « l'escalade » engagée par le gouvernement était « irresponsable » et ne constituait « pas la bonne manière d'aider à la libération de Boualem Sansal » a-t-elle déclaré. La députée française Mathilde Panot, patronne des députés du parti La France Insoumise (LFI) connue pour ses interventions de haute volée, a reproché au ministre d'utiliser « l'ensemble des prétextes possibles pour hausser le ton avec l'Algérie et pour mener à une escalade qui vise finalement à des intérêts personnels », dans sa course à la présidence du parti de droite Les Républicains (LR). De son côté, et abondant dans le même sens que sa collègue, le député LFI, Eric Coquerel, président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale, a déclaré que « plus on en fait et plus, quelque part, on met des ultimatus, moins on sert la cause de Boualem Sansal » a-t-il dit sur la chaîne Public Sénat. Plus Bruno Retailleau « monte dans les tours, plus (il) complique la situation de Boualem Sansal », a-t-il dit. Interrogé sur l'abstention de nombreux eurodéputés LFI à un texte demandant la libération de l'écrivain, Éric Coquerel a rétorqué que « le texte avait des ambiguïtés » sur d'autres questions. **A. I.**

MANIFESTATIONS CONTRE L'EXTRÊME DROITE, AUJOURD'HUI

La France face à ses démons

DE PARIS, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Rennes, Nantes...s'élèveront des milliers de voix pour sauver l'honneur de la France.

■ MOHAMED TOUATI

Contrairement à une certaine France, celle où se terrent un conglomérat de racistes, de nostalgiques de l'Algérie française, de fascistes, il existe cette France belle, généreuse, qui continue à véhiculer des idéaux d'humanisme, qui s'indigne contre les massacres des Palestiniens à Gaza tout en dénonçant le silence complice de ses gouvernants actuels. C'est cette France indignée contre cette montée du fascisme aux allures de rouleau compresseur, dans l'Hexagone et à travers le monde, qui appellera de toutes ses forces, aujourd'hui, à faire rempart contre cette idéologie abjecte qui fait de l'étranger, de l'Algérien en particulier, un bouc émissaire.

La campagne reposant sur des mensonges éhontés, de contrevérités, d'attaques frontales, de provocations, orchestrée contre l'Algérie par le ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau est édifiante à ce propos. Un apprenti « Caudillo » qui rappelle les heures sombres de la France. Celle qui a capitulé face à l'Allemagne nazie avec laquelle elle a fait un bout de chemin avant de retrouver son honneur grâce au sang versé par les héros de Monté Cassino, de Verdun, et d'autres champs de bataille. Eux, ce sont des étrangers, des Algériens notamment. Aujourd'hui caricaturés, présentés comme des terroristes en puissance qui représenteraient une menace pour l'Hexagone. Les manifestations d'aujourd'hui tombent donc à

point nommé pour tordre le cou à ce cliché réducteur, trompeur, véhiculé par une extrême droite xénophobe à laquelle s'est acoquiné le premier flic de France pour assouvir ses bas intérêts personnels. La réponse s'annonce appropriée, cinglante et imposante ! Les partis de gauche défilent à travers toute la France, aux côtés de syndicats, de collectifs et d'associations.

Tous les voyants d'alerte sont au rouge : c'est « l'heure de la riposte », indique le mot d'ordre des organisateurs. Les principaux partis de gauche défilent, ce samedi 22 mars, dans toute la France, aux côtés de syndicats, de collectifs et d'associations. Une respiration unitaire, alors que l'offensive réactionnaire internationale agit comme un rouleau compresseur, écrit le quotidien *L'Humanité*.

L'extrême droite est ainsi en position de prendre le pouvoir ou de participer à des gouvernements dans la plupart des pays occidentaux, sous cinq ans. En France, elle a, désormais, des milliers d'élus, nationaux ou locaux, qui maillent le territoire. Les micros de tout le pays lui sont ouverts, bien au-delà des médias détenus par ses alliés milliardaires (Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stérin), souligne le journal de gauche. La sonnette d'alarme est tirée. De nombreuses voix se sont élevées pour indiquer que l'avertissement n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd. « Il ne faut pas oublier que, cet été, on a démontré qu'une majorité de gens refusait toujours d'être gouvernée par l'extrême droite », a rappelé Nathalie Tehio,



La France profonde va s'exprimer.

présidente de la Ligue des droits de l'homme (LDH). « La gauche a le devoir de se rassembler pour faire face au sentiment d'impuissance et de débordement par l'extrême droite », lui a fait écho Bora Yilmaz, président de la commission antiracisme du PCF. « Il y a besoin d'un sursaut populaire, d'un message d'unité et de solidarité », souligne de son côté Manuel Bompard, coordinateur national de la France insoumise. Les attaques injustes répétées et incessantes qui ont ciblé l'Algérie ont vraisemblablement servi de détonateur à ce sursaut citoyen. En tout cas, la France insoumise (LFI) a appelé à des rassemblements pour ce jour-là « partout dans le pays contre le gouvernement (de François) Bayrou, l'extrême droite et ses idées ». La France insoumise, incapable de trouver le soutien nécessaire du côté de l'Assemblée

nationale, a décidé de se tourner vers la rue, après l'échec de ses multiples motions de censure. Nous croyons que la priorité aujourd'hui est à l'action », indique le mouvement, présidé par Jean-Luc Mélenchon dénonçant l'accoquinement du gouvernement de François Bayrou avec le Rassemblement national (RN). Faire attelage avec un parti qui nie les exactions les enfumades, la torture, le gazage subi par le peuple algérien durant la colonisation est en effet un signe qui ne trompe pas de la fascisation de l'Exécutif français. Dans pas moins d'une centaine de grandes villes, les Français battront le pavé pour le lui signifier. De Paris, Lyon, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Rennes, Nantes...s'élèveront des milliers de voix pour sauver l'honneur de la France.

M.T.

LE PRÉSIDENT MACRON ABORDE LA CRISE FRANCE-ALGÉRIE

«J'ai confiance en le président Tebboune...»

LE PRÉSIDENT français ouvre une porte au dialogue avec l'Algérie et désavoue son ministre de l'Intérieur.



Il faut dissocier le cas Sansal des autres dossiers.

(Suite de la page 1)

Cette sortie médiatique, de nature à faire baisser les tensions dans les relations algéro-françaises de plusieurs crans, préjuge d'un retour du dialogue entre les deux pays au plus haut niveau de l'État. Cette perspective est d'autant plus plausible que le président français a fait une révélation dans ce dossier. En effet, Macron a affirmé avoir échangé «plusieurs messages» avec le président Tebboune. Ces déclarations faites en réaction à la peine de 10 ans de prison, requis par la justice algérienne à l'encontre de Boualem Sansal, tranche nettement avec les propos haineux de Retailleau et de quelques anciens hauts responsables français proches de l'extrême droite. Le ton n'est pas du tout à l'invective, et le chef de l'État français va plus loin en évoquant le contentieux politico-diplomatique, qui divise depuis des mois l'Algérie et la France, en des termes autrement plus responsables. Il a ainsi clairement affirmé son intention de ne pas mélanger le «destin» de Boualem Sansal avec le reste des points à régler avec l'Algérie.

Cette dissociation entre le cas Sansal et le contentieux politique et diplomatique algéro-français est un juste retour à un fonctionnement normal entre deux États souverains. Par cette séparation des sujets, le président Macron ouvre une porte au dialogue avec l'Algérie et désavoue, dans le même temps, son ministre de

l'Intérieur qui a justement pris prétexte de l'arrestation de son «ami l'écrivain» pour se déchaîner sur l'Algérie. Retailleau a, à plusieurs reprises, assumé la relation directe entre l'affaire Sansal et les «mesures graduées» qu'il dit prendre contre l'Algérie. Macron a fait montre de non-ingérence dans les affaires internes de l'Algérie, en assumant une volonté de dialogue constant avec Alger, indépendamment du sort qui sera réservé à Boualem Sansal. Le président français plante le ministre de l'Intérieur et apporte l'argument qui détruira le scénario-catastrophe que déploie l'extrême droite de son pays pour faire voler en éclats de ce qui fonde les relations entre l'Algérie et la France. Emmanuel Macron ne s'arrête pas en si bon chemin et annonce une prise de parole en «temps voulu» sur l'ensemble du contentieux à l'origine de la crise politico-diplomatique. Tout en soulignant la gravité de cette crise, les connaisseurs des relations entre les deux pays notent le ton ferme, mais serein, du locataire de l'Élysée. C'est là un signe qu'un travail sérieux a été réalisé en coulisses, et la prochaine prise de parole du président Macron sifflera la fin de la récréation pour l'extrême droite. Il n'est pas dit, cependant, que Retailleau et consorts déposeraient les armes, mais l'initiative ne devrait plus venir de Place Beauvau, mais du Quai d'Orsay et de l'Élysée. Il va de soi que les voix racis-

tes ne cesseront pas pour autant, puisqu'elles disposent d'un canal d'expression permanent à travers des médias acquis à leurs thèses. Il faut souligner, par ailleurs, le formidable travail effectué par des personnalités de la scène politique française, reconnues et respectées.

Dominique de Villepin et Ségolène Royal, pour ne citer que les plus en vue, ont su trouver les mots pour identifier le grand danger que fait courir l'extrême droite à la stabilité de la France. Régulièrement interpellé par ces voix sages pour reprendre en main le dossier des relations entre l'Algérie et la France, Emmanuel Macron a fait, ce jeudi, un premier geste très significatif et annoncé une intention de régler les questions pendantes avec l'Algérie, dans le respect mutuel de la souveraineté des deux nations. Le président français peut compter sur l'engagement des forces de progrès en France. Elles organisent, aujourd'hui, plusieurs marches populaires contre l'extrême droite et ses relais médiatiques.

Le succès de ces manifestations mettra en évidence l'hypocrisie et les mensonges d'une caste politique bien identifiée. Celle-ci n'a-t-elle pas déjà failli détruire la France lors de la Seconde Guerre mondiale et entreprendre, ces derniers mois, de rééditer la même basse œuvre au profit du sionisme international ?

S. B.

L'EDITORIAL

Définissons le bonheur algérien

Saïd BOUCETTA

Dans l'évaluation de l'indice du bonheur, l'Algérie se distingue par un score honorable dans sa zone d'influence directe. 3e en Afrique après la Libye et l'île Maurice, 2e au Maghreb et 7e dans le monde arabe, le pays force le respect de toutes les communautés des nations avec lesquelles, elle entretient des relations diplomatiques, culturelles ou encore économiques. C'est dire que le poids de notre pays dans les espaces maghrébin, africain et arabe, l'autorise à se placer en exemple à suivre. Ces classements ne sont pas le fait du hasard, mais tirent leur légitimité du combat libérateur de la nation. Un document, celui de la Déclaration du 1er novembre, explique aux yeux de tous les Algériens le mode de gouvernance, exclusivement basé sur le bien-être du citoyen algérien. Rien n'est au-dessus de l'homme et de la femme, à la seule exception de la nation.

Les Algériennes et les Algériens sont prioritaires en tout. C'est l'alpha et l'omega, comme le dit, avec justesse le président de la République. Le déclenchement de la guerre de Libération nationale avait deux grands objectifs : la renaissance d'une nation indépendante et souveraine et la fondation d'un État social qui accorde un intérêt plus que particulier au bien-être des citoyens. Le premier objectif a été atteint au bout de sept années d'une guerre terrible qui a fait 1,5 million de martyrs. Ces derniers étaient morts pour que revive la nation. Nous leur devons de poursuivre le combat et réussir le second grand objectif de la Révolution. Il n'y a pour ainsi dire, aucun secret au classement obtenu par l'Algérie dans l'indice onusien du bonheur. C'est un serment fait aux chouhada.

La lutte n'est pas pour autant terminée, l'Algérien est, certes, plus heureux que beaucoup d'autres peuples, mais il se doit de pérenniser cet état de fait. D'abord, en renforçant la souveraineté de son État et en garantissant un essor économique à même d'améliorer les indices qui font son bonheur. En 63 ans de victoires, d'échecs, de réformes, de contre-réformes de temps durs, et d'autres plus sereines, la société et l'État ont démontré, si besoin, la véracité de la Révolution fondatrice de la nation et la profondeur des mutations démocratiques pleinement acceptées par l'ensemble du pays. Certains préfèrent jauger le bonheur à prix du kilo de pomme de terre, mais il est entendu qu'un peuple qui se respecte sait ce qu'est le véritable bonheur. Il est dans la solidarité. Et à ce niveau, l'Algérie n'en manque pas, elle en a à revendre.

S. B.

BOUALEM SANSAL JUGÉ PAR LE TRIBUNAL DE DAR EL BEÏDA

Le verdict sera rendu le 27 mars

MOHAMED OUANEZAR

Boualem Sansal a comparu, jeudi dernier devant le tribunal de Dar El Beïda pour répondre des chefs d'accusations qui lui sont reprochés. Une comparution ordinaire, qui a déjà déconcerté plus d'un parmi les médias français, qui gageaient sur une procédure «irrégulière et prolongée».

Une affaire ordinaire inscrite dans le cadre du programme des affaires ordinaires à comparaître devant le tribunal, sans aucune autre mesure exceptionnelle. À l'issue des débats, le procureur de la République près le tribunal de Dar El Beïda, à Alger, a requis une peine de 10 années de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de dinars algériens. Boualem Sansal est accusé des

griefs d'« atteinte à l'unité nationale, outrage à organisme étatique, pratiques susceptibles de nuire à l'économie nationale, possession de vidéos et publications menaçant la sécurité et la stabilité nationales ».

L'affaire concerne des déclarations et des affirmations de ce personnage controversé, faites lors de ses nombreux passages sur les plateaux de chaînes de télévision françaises et sionistes. Les traces de ces publications, posts et déclarations ont été retrouvées sur les appareils personnels de l'accusé, notamment son téléphone portable, son ordinateur et une mémoire flash, dont les contenus sont jugés offensants pour les institutions constitutionnelles, civiles et militaires de l'État algérien. Contrairement à ses déclarations vues par des millions d'Algériens affligés, l'accusé qui a refusé

la constitution d'un avocat pour sa défense, paraissant en bonne santé selon Echourouk, s'est défendu de porter atteinte à la sécurité de l'État ou de porter atteinte à l'Algérie par ses publications.

Sansal considère ses déclarations sur les plateaux des chaînes de télévision étrangères comme de simples expressions d'opinion, comme le ressassent depuis son arrestation les différents plateaux des chaînes de télévision françaises.

Il affirmera, par ailleurs, ignorer le préjudice que de telles déclarations pouvaient porter à l'encontre des institutions du pays. Il est à signaler que le verdict de ce procès sera rendu le 27 mars prochain.

Il convient de rappeler que Sansal avait, lors de ses différents passages sur

les plateaux des chaînes de télévision et de ses déclarations à la presse française affiliée à l'extrême droite, remis en cause les frontières de l'Algérie, allant jusqu'à affirmer que « toute l'Algérie occidentale appartient historiquement au Maroc », imputant les frontières actuelles à la colonisation française qui a « amputé certaines parties des territoires de l'est du Royaume et leur annexion au territoire algérien ». Sansal n'a eu de cesse d'affirmer que les régions de « Tlemcen et Oran faisaient à l'origine partie du Maroc, avant que la France ne les annexe à l'Algérie à l'époque coloniale, notant que l'Occident algérien était historiquement un vassal de l'Empire marocain », ressassait-il face à la stupéfaction générale des historiens et de l'opinion publique algérienne avant tout.

M. O.

LA JUSTICE FRANÇAISE REFUSE L'EXTRADITION DE BOUCHOUAREB

L'ALGÉRIE «PREND ACTE»

«D'AUTRES PARTENAIRES européens coopèrent de manière sincère, loyale et sans arrière-pensée avec les autorités algériennes.»

■ AREZKI IBERSIENE

La France refuse d'extrader l'ancien ministre algérien de l'Industrie Abdeslam Bouchouareb, accusé dans plusieurs affaires de corruption ayant causé d'énormes pertes pour le Trésor public. L'Algérie avait introduit six demandes d'extradition de l'ex-ministre depuis deux ans qui se sont toutes soldées par un refus de la part de la justice française. La chambre d'instruction de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence a rendu son verdict final dans cette affaire ce jeudi, confirmant de manière définitive ce refus. Cette décision a fait réagir le MAE algérien qui dit avoir «pris acte de la décision de la justice française d'opposer une fin de non-recevoir à la demande d'extradition d'Abdeslam Bouchouareb, condamné par la justice algérienne dans de multiples affaires de corruption, de malversation et de trafic d'influence causant au Trésor algérien des pertes considérables», rapporte un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «Sans préjudice du recours à d'autres voies de droit encore



Le ministère des Affaires étrangères réagit.

possibles, le gouvernement algérien saisit cette occasion pour relever l'absence totale de coopération du gouvernement français en matière d'entraide judiciaire, en dépit de l'existence de nombreux instruments juridiques internationaux et bilatéraux prévus à cette fin», précise-t-on. L'Algérie se pose des questions sur l'attitude curieuse de la France qui refuse systématiquement de coopérer avec l'Algérie, spécialement dans ces dossiers de corruption impliquant de très hauts ex-responsables et qui,

curieusement, trouvent refuge et protection spécialement en France. «Dans le cadre de ses efforts visant à récupérer toutes les richesses dont elle a été spoliée, l'Algérie s'est systématiquement heurtée, et se heurte toujours, à des tergiversations et à des attermolements injustifiés et inexplicables de la partie française qui ont abouti à une absence totale de réponse à vingt-cinq commissions rogatoires introduites par l'Algérie», se désole-t-on. À noter que Bouchouareb est cité, durant son

long parcours dans les rouages de l'État, dans plusieurs affaires de corruption, telles que l'affaire Khalifa Bank et Panama Papers. Il a fui l'Algérie pendant le soulèvement populaire du Hirak pour se réfugier en France, où il se permet une vie luxurieuse dans des maisons de luxe achetées dans les quartiers huppés de Paris ou dans les provinces bourgeoises. La justice algérienne, qui le réclame depuis 2023, l'a condamné à cinq reprises à 20 ans de prison ferme, dans cinq affaires de corruption distinctes,

réclamant son extradition vers l'Algérie. Mais la justice française refuse catégoriquement de le livrer à l'Algérie. Ce qui rend encore l'attitude de la France problématique dans ce dossier de corruption tient au fait que c'est le seul pays européen qui s'entête à le faire. «Cette attitude française se singularise par rapport à celles d'autres partenaires européens qui coopèrent de manière sincère, loyale et sans arrière-pensée avec les autorités algériennes sur ce dossier des biens mal acquis dont ils connaissent la sensibilité extrême pour l'Algérie», note le communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Par ailleurs, ce refus survient au milieu d'une crise diplomatique et politique qui plombe les liens entre les deux pays. Le motif de ce refus signifié par la justice française semble assez peu convainquant. La décision du juge est motivée, selon l'APF qui rapporte l'information, par «les conséquences d'une gravité exceptionnelle» que pourrait avoir l'extradition de l'ex-ministre en raison de son âge (72 ans) et de son état de santé. A. I.

Le communiqué du MAE

Le gouvernement algérien a pris acte de la décision de la justice française d'opposer une fin de non recevoir à la demande d'extradition d'Abdeslam Bouchouareb condamné par la justice algérienne dans de multiples affaires de corruption, de malversation et de trafic d'influence causant au Trésor algérien des pertes considérables. Sans préjudice du recours à d'autres voies de droit encore possibles, le gouvernement algérien saisit cette occasion pour relever l'absence totale de coopération du gouvernement français en matière d'entraide judiciaire en dépit de l'existence de nombreux instruments juridiques internationaux et bilatéraux prévus à cette fin. Dans le cadre de ses efforts visant à récupérer toutes les richesses dont elle a été spoliée, l'Algérie s'est systématiquement heurtée et se heurte toujours à des tergiversations et à des attermolements injustifiés et inexplicables de la partie française qui ont abouti à une absence totale de réponses à vingt-cinq commissions rogatoires introduites par l'Algérie. Cette attitude tranche défavorablement par rapport à celles d'autres partenaires européens qui coopèrent de manière effective, loyale et sans arrière-pensée avec la justice algérienne sur le dossier des biens mal acquis dont ils connaissent la sensibilité extrême pour l'Algérie.

EXPRIMANT LEUR SOUTIEN AUX POSITIONS DIPLOMATIQUES DE L'ALGÉRIE

Les partis de la majorité relancent le Front interne

UNE RENCONTRE a réuni ces partis. Elle vise à faire renaître le projet politique rassembleur.

■ HOCINE NEFFAH

Le Rassemblement national démocratique (RND), a organisé une rencontre politique qui a vu la participation du secrétaire général du Front de Libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, le président du Front el-Moustakbal, Fateh Boutbic et le représentant du Mouvement el-Binaa. La réunion se voulait une réaffirmation de la démarche commune de ces quatre partis constituant la majorité parlementaire. Le S.G. du RND, Mustapha Yahy en l'occurrence, a fait savoir aux personnes présentes à cette rencontre politique que « le rassemblement et les partis présents à cette rencontre réaffirment leur soutien clair et net aux positions de l'Algérie au niveau diplomatique. Nous constituons une seule force, unie et compacte dont l'objectif est de défendre les intérêts suprêmes de l'Algérie et de sa glorieuse histoire », a-t-il souligné. Cet événement, qui rappelle les anciennes démarches politiques des partis de la majorité parlementaire, qui visaient à asseoir un cadre en mesure de réunir les forces vives de la nation dans un front interne pour faire face aux menaces et aux risques qui guettent le pays, est revenu sous une autre forme sans que cela remette en cause l'objectif principal de la démarche consistant à rassembler et à mobiliser le maximum de forces et de potentiel citoyen dans la perspective de doter le pays d'une structure transpartisane qui aura à se déployer pour consolider le front interne et renforcer la cohésion nationale.

Le secrétaire général du RND a indiqué, dans un autre cadre : « Nous sommes une coalition gouvernementale et une majorité parlementaire. Nous défendons ensemble et d'une manière homogène les acquis de l'État algérien et nous soutenons profondément les décisions courageuses du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Nous appelons à resserrer nos rangs pour faire face aux agressions dont fait l'objet l'Algérie, de la part des lobbys sionistes et des ultras de l'Algérie française », a-t-il insinué. Le FLN



Mustapha Yahy a souligné que les partis renforcent leurs rangs.

s'est exprimé via son SG, Abdelkrim Benmbarek, soulignant que son parti « soutient pleinement les positions diplomatiques judicieuses de l'Algérie, qui reflètent sa fermeté dans la protection des droits et des intérêts de ses citoyens, où qu'ils se trouvent, à l'intérieur du pays ou à l'extérieur, et son refus de tout dépassement portant atteinte à leur dignité », a-t-il affirmé lors de sa participation à l'ouverture d'une conférence animée à l'occasion du 63e anniversaire de la fête de la Victoire (19 mars 1962), sous le thème : « Renforcer le front interne ». Le FLN a rappelé sa position sur la situation diplomatique algéro-française, précisant que « le SG du FLN s'est félicité de la réponse du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines à la partie française, une réponse qui illustre clairement l'attachement de l'Algérie à défendre la dignité de ses citoyens, conformément aux lois internationales et son rejet catégorique de toute forme de pression », et d'ajouter : « Les appels de certaines parties en France, notamment l'extrême droite, à dénoncer l'accord de 1968, interviennent dans un contexte de calculs internes, à travers lesquels elle tend à exploiter le dossier de l'immigration à des fins électoralistes », a-t-il noté. Benmbarek a précisé aussi que

« cette position diplomatique avisée et ferme renforce l'image et le statut de l'Algérie en tant qu'État responsable, respectueux des lois et des accords internationaux qui régissent les relations entre les nations », a-t-il soutenu. Concernant le front interne, qui constitue l'essentiel de la rencontre qui a réuni les quatre partis de la majorité parlementaire, le secrétaire général du FLN, a déclaré qu'« il est nécessaire de soutenir la politique de l'État afin de consolider le front interne pour faire face aux divers défis, en renforçant l'esprit de citoyenneté et le rôle de la jeunesse, et en boostant le développement économique », a-t-il insisté. Les participants à la conférence ont mis l'accent sur « le grand intérêt que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde à la glorieuse Histoire nationale, riche en hauts faits, en se la remémorant pour renforcer la conscience et l'unité nationales, notamment parmi les jeunes générations », ont-ils déclaré.

Cette dernière rencontre, qui a réuni les partis de la majorité parlementaire, vise à relancer le projet politique consistant à rassembler la majorité des Algériens dans un front interne pour parer aux menaces et aux risques qui se dressent au pays, aux niveaux régional et international.

H. N.

Fouka 2 «abreuve» Blida

LA WILAYA de Blida a commencé à recevoir, ce jeudi, les premières quantités d'eau dessalée provenant de la station de dessalement de l'eau de mer de Fouka 2 dans la wilaya de Tipaza, a-t-on appris auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Le directeur de l'ADE de Blida, Madjid Gheliazou, a indiqué que l'alimentation en eau potable de la population de la wilaya a été renforcée par l'arrivée, ce jeudi, des premières quantités d'eau dessalée estimées à 20 000 m³ en provenance de la station de dessalement de Fouka 2, récemment inaugurée, en attendant l'augmentation progressive du débit dans les prochains jours. Pour les communes qui vont en bénéficier, le même responsable a précisé qu'il s'agissait de Blida, Ouled Yaich, Béni Mered, Béni Tamou, Soumâa, Bouarfa et Guerrouaou, assurant que d'autres communes seront également alimentées prochainement, à l'instar de Mouzaïa. Ainsi, la wilaya de Blida bénéficiera d'un quota global de 100 000 m³/jour à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Fouka 2.



Ibtissam Hamlaoui nommée à la tête de l'Onsec

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, jeudi dernier, aux fonctions de Nouredine Benbraham en sa qualité de président de l'Observatoire national de la société civile et nommé à sa place Ibtissam Hamlaoui, indique un communiqué de la présidence de la République.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, ce jour, aux fonctions de Nouredine Benbraham en sa qualité de président de l'Observatoire national de la société civile et nommé à sa place Mme Ibtissam Hamlaoui», lit-on dans le communiqué.



La police lance une nouvelle plate-forme

LE MINISTRE de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a lancé la plate-forme numérique nationale «Formulaire services de police» sous le slogan «Votre avis nous intéresse». Cette plate-forme a été créée par les ingénieurs de la police nationale, ajoutant que son objectif est de «simplifier les procédures au profit du citoyen et répondre à ses préoccupations, numériser le dossier d'accueil pour permettre au citoyen de faire part de son avis».

AIR ALGÉRIE ET DJEZZY SIGNENT UN PROTOCOLE D'ACCORD



LA COMPAGNIE Air Algérie et l'opérateur de téléphonie mobile OTA Djezzy ont conclu, jeudi, à Alger, un protocole d'accord pour un partenariat stratégique dans divers domaines d'intérêt communs, a indiqué un communiqué de la compagnie nationale. Ce protocole d'accord a été signé par le P-DG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, ainsi que par le directeur général d'OTA Djezzy,

Mahieddine Allouche, lors d'une cérémonie tenue au siège central d'Air Algérie Saïd-Aït-Messaoudène, en présence de cadres des deux entreprises, a précisé la même source. Conclu pour une durée de cinq ans, ce protocole d'accord prévoit «des échanges de services dans divers domaines tels que les solutions informatiques, la communication et la

d'équipements», a ajouté le communiqué. Ce partenariat «gagnant-gagnant» s'inscrit dans «le cadre de la promotion de l'économie nationale, à travers la collaboration de deux entreprises publiques leaders dans leurs domaines respectifs, et ce en vue d'améliorer le service rendu au client et de le satisfaire au mieux», a-t-on encore souligné de même source.

La plus lointaine galaxie connue contient des traces d'oxygène

LA PLUS LOINTAINE galaxie connue contient des traces d'oxygène, une découverte confortant l'idée que ces amas d'étoiles qui peuplent, aujourd'hui, le cosmos se sont formés très rapidement dans les premiers âges de l'Univers. Découverte l'an dernier par le télescope spatial James Webb, Jades-GS-z14-0 est si lointaine que sa lumière a mis 13,4 milliards d'années à nous parvenir. Une distance record qui la révèle telle qu'elle était quand l'Univers, vieux aujourd'hui de 13,8 milliards d'années, en avait moins de 300 millions. Elle est aussi remarquablement lumineuse, signe d'une intense activité stellaire à une époque où la théorie et les observations prédisaient qu'elle devrait être beaucoup plus faible. Dès son entrée en opération en 2022, le télescope James Webb avait révélé l'apparition plus précoce qu'envisagé de galaxies plus lumineuses qu'attendu. Deux équipes internationales, néerlandaise et italienne, confirment ce scénario avec des observations effectuées à l'aide du radiotélescope Alma de l'Observatoire européen austral (ESO), au Chili. Leur détection confirmée de traces d'oxygène dans Jades-GS-z14-0, qui était simplement suspectée avec le James Webb, est surprenante. Car les premières galaxies apparues à l'époque de ce que l'on appelle l'aube cosmique sont réputées pauvres en éléments lourds tels que l'oxygène.

Hadj 2025 : ouverture des vols via le portail Bawabet El Hadj Dz

L'OFFICE NATIONAL du pèlerinage et de la omra (Onpo) a annoncé la programmation de l'ouverture des vols via le portail Bawabet El Hadj Dz et l'application Rakb Alhajij au titre de la saison du hadj 1446/2025, indique, jeudi, un communiqué de l'office. «L'Onpo, en coordination avec Air Algérie, informe les hadjis que l'ouverture des vols a été programmée via le portail Bawabet El Hadj Dz et l'application Rakb Alhajij pour la saison du Hadj 1446/2025», précise-t-on de même source. «Pour connaître les détails des vols et les dates d'ouverture, l'Office invite à consulter le lien : <https://bawabetelhadj.dz/schedule.dtrips>. «Le programme sera mis à jour régulièrement sur le même lien», ajoute-t-on.



L'université d'Alger crée 50 microentreprises

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a annoncé à Alger la création par l'université d'Alger 3 de 50 microentreprises, un chiffre appelé à augmenter pour passer à 150 microentreprises d'ici la fin de l'année en cours. La même université a également connu la «création de six start-up domiciliées au niveau de l'université, avec une prévision d'atteindre 32 start-up d'ici la fin de l'année 2025», précise Baddari. Ces démarches, poursuit-il, interviennent «dans le cadre de l'investissement, par l'université algérienne, dans la recherche scientifique, l'innovation et l'entrepreneuriat, à travers l'ouverture sur son environnement socio-économique, en vue de s'acquitter de son rôle d'institution sociale répondant aux besoins des citoyens».

SALAH GOUDJIL, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION

«Préservons la Mémoire nationale»

■ CE MOUDJAHID a insisté sur le fait que «le peuple algérien a mené une guerre juste contre le colonialisme français».

■ ABDELKRIM AMARNI

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a affirmé jeudi à Alger, que l'Algérie victorieuse, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est sur la bonne voie, en consolidant son indépendance politique à travers une indépendance économique.

S'exprimant lors d'une conférence intitulée « La jeunesse algérienne, un acteur central dans l'édification de l'Algérie nouvelle et victorieuse », tenue à l'occasion de la commémoration du 63ème anniversaire de la « Fête de la Victoire », Goudjil a souligné que « l'Algérie victorieuse, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est sur la bonne voie, en consolidant son indépendance politique à travers une indépendance économique, ce qui constitue aujourd'hui un rempart solide contre les diktats extérieurs, frustrant ainsi



L'Algérie restera victorieuse.

ceux qui espéraient maintenir leur emprise ». Au cours de cette conférence, programmée à l'invitation du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, Goudjil a mis l'accent sur le rôle de la jeunesse qui demeure « la force sur laquelle notre pays doit compter ». Il ajoutera que l'Algérie « restera victorieuse grâce au renforcement de son front intérieur. »

Par ailleurs, le président du Conseil de la nation a retracé les circonstances historiques ayant marqué la Guerre de libération nationale, soulignant, à cet égard, que l'expression du président de la République « nous ne marchandons pas avec le sang des martyrs » constitue « le slogan de la diplomatie nationale, aujourd'hui et demain ». Il a ainsi insisté sur le fait que « le peuple algérien a mené une guerre juste contre le colonialisme français » qui avait pour objectif « l'éradication du peuple algérien ».

« La Révolution de

Novembre a triomphé grâce à l'unité nationale qui a rassemblé toutes les composantes du peuple sous une seule bannière, et ce, grâce à la force du front interne, nourri de valeurs révolutionnaires » a-t-il poursuivi, tout en rappelant que « dépasser les différends, lorsque l'intérêt de la patrie est en jeu, demeure une valeur fondamentale chez les Algériens ».

Goudjil a, par ailleurs, mis en avant l'importance cruciale de préserver la mémoire nationale, et appelé à son « intégration dans tous les programmes éducatifs, afin que les générations futures puissent faire face aux récits coloniaux mensongers qui refont surface à chaque occasion ».

A noter que Goudjil a animé cette conférence en présence du président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouther Krikou et du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi.

A. A.

AADL 3

Les nouvelles mesures de Belaribi

LE NOUVEAU dispositif prévoit un suivi rigoureux des entreprises de construction.

■ SALIM BENALIA

Rappelons ici que le ministre a eu récemment à dévoiler au sein même de l'hémicycle la révision complète de la loi 11-04 régissant la promotion immobilière, une initiative qui vise particulièrement les logements LPA qui connaissent des interruptions fréquentes de chantiers. Habiter près de son lieu de travail est le rêve de tout salarié, un rêve que veut justement réaliser le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, qui annonce des changements majeurs dans la nouvelle approche de réalisation des programmes de logements AADL 3, notamment. La démarche qui rompt fondamentalement avec les précédentes expériences apporte en effet du nouveau. C'est ce qui ressort de l'intervention de Belaribi lors d'une séance de questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN) où il a, jeudi dernier, assuré que « l'expérience acquise dans l'AADL 3 ne sera pas rééditée dans l'AADL 3 ». Il a, à ce titre, signifié que l'emplacement du logement ne sera plus source de contraintes de mobilité pour le souscripteur. Les futures affectations tiendront donc compte de l'important paramètre de distance et d'implantation géographique, au grand bonheur des bénéficiaires. « Les citoyens bénéficieront de logements dignes, situés stratégiquement près de leurs lieux de travail » a-t-il assuré. Belaribi a, en outre, annoncé, et conformément aux

engagements du président de la République, que 2 000 000 de logements seront construits au cours du second mandat, soit environ 400 000 unités par an. Cet ambitieux programme renvoie, l'on ne peut mieux, sur la forte volonté politique de



Le ministre de l'Habitat.

développer le secteur immobilier dans notre pays. S'agissant des logements AADL, Belaribi a ainsi précisé que son secteur œuvrait à répondre aux attentes des souscripteurs, précisant, toutefois, que les wilayas du nord du pays souffrent d'un manque d'assiettes foncières contre une densité élevée de la population, ce qui a rendu difficile la réalisation de logements proches pour les souscripteurs des programmes précédents. Autant d'écueils que son département entend, néanmoins, éviter à l'avenir. Concernant les retards accusés dans la livraison des logements promotionnels aidés (LPA) et des Logements promotionnels par-

ticipatifs (LSP), Belaribi a assuré que ses services prendront des mesures dissuasives contre les promoteurs immobiliers négligents, tout en s'engageant à trouver des solutions à ces retards en 2025. Rappelons ici que Belaribi a eu récemment à dévoiler au sein même de l'hémicycle la révision complète de la loi 11-04 régissant la promotion immobilière, une initiative qui vise particulièrement les Logements promotionnels aidés (LPA) qui connaissent des interruptions fréquentes de chantiers. Des mesures concrètes ont, à ce propos, été adoptées pour assurer la continuité des projets. Le nouveau dispositif prévoit plusieurs mécanismes de contrôle, dont un suivi rigoureux des entreprises de construction, des procédures accélérées pour traiter les cas de défaillance et un système de substitution rapide des promoteurs défaillants. Quant au logement rural, Belaribi a fait état de plus de 500 000 aides financières non consommées au niveau national jusqu'en mars 2025, attribuant cette situation aux retards de certains présidents d'Assemblées populaires communales (P/APC) dans la remise des listes nominatives des bénéficiaires. Il a, par ailleurs, exprimé la disposition de son département à accorder davantage d'aides aux wilayas qui complètent les programmes qui leur sont destinés. Assurément, la construction de logements promotionnels tournant en Algérie.

S. B.

PRESSE

Fatima Ould Khissal n'est plus

LA DIRECTION générale de la communication à la présidence de la République a présenté ses sincères condoléances.

L'ancienne journaliste et animatrice à la Chaîne I de la Radio nationale Fatima Ould Khissal est décédée, jeudi à Alger, à l'âge de 69 ans, des suites d'une longue maladie. La regrettée a entamé son long et riche parcours professionnel alors qu'elle était encore étudiante dans la section « Culture populaire ». Elle a rejoint en 1982 la Télévision algérienne où elle assura la conception et la présentation, deux ans durant, de « Madjalat El Mar'a », une émission consacrée aux questions de la femme. La défunte choisit, par la suite, de poursuivre sa carrière à la Radio où elle a marqué les ondes de celle-ci avec sa voix singulière et son engagement pour la défense du patrimoine national et y présenta plusieurs émissions spécialisées, dont « Ayam oua angham », « Rihal El Tarab ». La Direction générale de la communication à la présidence de la République a présenté ses sincères condoléances suite au décès de la journaliste de la Radio nationale Fatima Ould Khissal des suites d'une longue maladie. « C'est avec une immense tristesse que la Direction générale de la communication à la présidence de la République a appris le décès de l'animatrice de radio appréciée des auditeurs, Fatima Ould Khissal, quelques jours seulement après la disparition de son confrère Mohamed Lamsen, puisse Dieu leur accorder Sa Sainte Miséricorde », lit-on dans le message de condoléances. En cette épreuve, « la Direction générale de la communication



Fatima Ould Khissal.

à la présidence de la République présente ses sincères condoléances à la famille de la défunte, ainsi qu'à l'ensemble de la corporation médiatique. « Avec la disparition de Fatima Ould Khissal, c'est toute une école qui quitte le paysage médiatique. Ses qualités morales, sa compétence et son abnégation des décennies durant lui ont valu la reconnaissance et le respect de tous ceux qui l'ont côtoyée sur le terrain ou connue à travers les ondes de la Radio », a souligné la Direction générale de la communication à la présidence de la République. « En ces jours bénis, nous implorons Allah Tout-Puissant d'accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et de prêter patience et réconfort à ses proches. À Allah nous appartenons et à Lui nous retournons », a ajouté la Direction générale de la communication.

SÉNATORIALES

Benmbarek explique le recul du FLN

■ IL L'A MIS notamment sur le compte de l'héritage politique laissé par la précédente direction nationale du parti.

■ MOHAMED BOUFATAH

Lors d'une conférence de presse animée au siège du parti, le secrétaire général du FLN, Abdelkrim Benmbarek, est revenu sur les résultats obtenus par son parti aux élections sénatoriales, tenues le 9 mars dernier. L'orateur a notamment tenté de justifier le recul du parti, qui a perdu des sièges par rapport aux élections de renouvellement de 2022, bien qu'il soit resté en première position, en obtenant 19 sièges sur 58 qui étaient pourvus au total. À titre de rappel, le parti, dont 32 de ses sénateurs sont concernés par le renouvellement, n'a pu récupérer, enfin de compte, que 19 sièges. Concernant les dix nouvelles wilayas créées en 2019, dont les membres du Conseil sortants devaient être désignés par tirage au sort organisé par le Conseil de la nation, le vieux parti a pu, néanmoins, récupérer les sièges d'In Salah, de Djanet et d'In Guezzam tandis qu'il a perdu le siège d'Ouled Djellal. Dans ce contexte, l'orateur a mis ce recul sur le compte de l'héritage politique laissé par la pré-



Abdelkrim Benmbarek.

cédente direction nationale du parti. Il a rappelé dans ce sillage que «le FLN n'avait pas participé aux élections locales de 2021 au niveau de plus de 300 communes». À cela s'ajoute le fait que le parti n'avait obtenu aucun siège de député dans 19 wilayas à l'issue des législatives du 12 juin 2021.

Le parti, a-t-il soutenu, «a participé dans 54 wilayas pour ne pas contrarier les ambitions de certains élus qui se sont portés candidats dans des wilayas où le parti ne disposait pas d'un

nombre confortable d'élus locaux». Il a également soutenu que «dans certaines wilayas, des élus n'ont pas respecté leur engagement». Toutefois, il a fait savoir que son intronisation à la tête du parti en novembre 2023 «a encouragé d'anciens militants du parti, élus en 2021 sur des listes indépendantes, de rejoindre le parti, ce qui a permis d'augmenter le nombre des élus». Malgré ce recul, Benmbarek a qualifié ces résultats de «positifs», qu'il a attribués notamment à la mobilisa-

tion des cadres et élus durant ce renouvellement partiel, ainsi qu'au programme en la matière, ficelé par les membres du bureau politique et les présidents des comités transitoires des mouhafadhat du parti. Il a rappelé, dans ce sens, «les primaires organisées pour départager le prétendants, exception faite dans deux à trois wilayas où, par manque de temps, le parti était contraint de désigner un candidat qu'il juge réunissant le consensus». Par ailleurs, le SG de l'ex-parti unique a souligné «la nécessité de continuer à renforcer le front intérieur et à faire face aux défis auxquels est confrontée l'Algérie en raison de son attachement à ses principes immuables, notamment son soutien aux causes justes, en tête desquelles les questions palestinienne et sahraouie». Sur le plan diplomatique, il a déclaré que son parti «soutient pleinement les positions diplomatiques officielles», qui, di-t-il, «reflètent sa fermeté dans la protection des droits et des intérêts de ses citoyens, où qu'ils se trouvent, à l'intérieur du pays ou à l'extérieur, et son refus de tout dépassement portant atteinte à leur dignité». Il a aussi fustigé «certaines par-

ties en France, notamment l'extrême droite, qui continuent à considérer l'Algérie comme un des départements français», indiquant que la souveraineté nationale «est une ligne rouge». Tout en soulignant que «les appels de certaines parties en France, notamment l'extrême droite, à dénoncer l'accord de 1968 interviennent dans un contexte de calculs internes, à travers lesquels l'extrême droite française tend à exploiter le dossier de l'immigration à des fins électoralistes», il a salué la réponse du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines à la partie française. Une réponse qui illustre clairement, soutient-il, «l'attachement de l'Algérie à défendre la dignité de ses citoyens, conformément aux lois internationales et son rejet catégorique de toute forme de pression». Et d'ajouter : «Cette position diplomatique ferme renforce l'image et le statut de l'Algérie en tant qu'État responsable, respectueux des lois et des accords internationaux qui régissent les relations entre les nations.»

M. B.

BÉJAÏA

Sayoud visite les infrastructures

En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béjaïa, le ministre des Transports, Saïd Sayoud, s'est dit «satisfait» de la «réussite au port de Béjaïa», rassurant les responsables locaux sur la «disponibilité» de son département à les aider et à les accompagner dans leurs efforts de développement engagé. Accompagné des autorités locales, le ministre s'est enquis de la situation au port, à l'aéroport Abane-Ramdane et à l'unité Evinav, évaluant au passage l'application des récentes décisions et l'amélioration apportée à ces infrastructures ; et pour parer au déficit relevé au niveau du transport urbain, Sayoud a décidé de renforcer la flotte de l'entreprise ETUB par une dizaine de bus. Le ministre des Transports s'est montré particulièrement satisfait au port de Béjaïa constatant une évolution positive des résultats enregistrés par l'entreprise dans l'import et l'export des marchandises, notamment le blé qui a atteint 4,9 millions de tonnes ainsi que les deux nouveaux quais de la Casbah destinés à l'exportation des produits miniers de la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza qui attendront les 1 million de tonnes en 2028. Auparavant, Saïd Sayoud a inspecté l'extension de l'aérogare et la piste d'atterrissage d'une longueur de 2 400 mètres. Lors de cette halte, le ministre a également passé en revue les différentes installations et équipements de l'aéroport, notamment la zone de traitement des bagages, les guichets d'accueil et d'orientation ainsi que les procédures de transit des voyageurs. En écoutant les explications fournies sur les mesures mises en place pour assurer un transport des passagers dans les meilleures conditions, il a insisté sur la nécessité de mobiliser tous les moyens matériels et humains afin d'optimiser la prise en charge des voyageurs, tout en veillant au respect des normes de propreté, à l'amélioration des conditions d'accueil et d'orientation, ainsi qu'à la réduction des délais de livraison des bagages.

AREZKI SLIMANI

CONSTANTINE

Les vieux quartiers seront réhabilités

LE PROGRAMME lié à la modernisation de la ville répond aux orientations du président de la République.

■ IKRAM GHIOUA

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a entamé, jeudi dernier, une visite de travail dans la wilaya de Constantine. Une visite à laquelle ont pris part les autorités civiles dont le wali, Abdelkhalek Saouda, et militaires, mais aussi le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui. Cette journée a été marquée par des inspections et des inaugurations d'infrastructures relatives à son département. Présidant, au cours de cette visite coïncidant avec la célébration du 63e anniversaire de la fête de la Victoire (19 mars 1962), le lancement d'un projet de réhabilitation des venelles de la vieille ville, le ministre a fait savoir que ce projet entre dans le cadre d'un programme de modernisation de l'agglomération visant à améliorer le tissu urbain et à préserver le caractère architectural de la cité. Le ministre a assuré que le programme lié à la modernisation de la ville de Constantine intervient, a-t-il tenu à rappeler, suite aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lequel programme exige une approche stratégique visant la valorisation de son héritage historique distingué et la modernisation de son cadre structural étant une ville millénaire considérée comme un berceau de plusieurs civilisations, mais également une ville authentique. Dans ce contexte, le ministre a donné officiellement le coup d'envoi de l'opération de réhabilitation des anciens quartiers de la ville dont la Casbah sur une surface de 17 hectares et la vieille ville, pris en charge par quatre entrepreneurs au coût de 37 milliards de dinars. La cité Kouglil-Lakhdar est également concernée par ces



Brahim Merad ministre de l'Intérieur en visite à Constantine.

opérations comptant une surface de 7,88 hectares au même titre que la cité Benboulaïd. Pour le ministre, ces opérations s'inscrivent dans un plan stratégique pour la sauvegarde de l'image et l'identité des villes historiques. Le ministre avait entamé sa visite par la remise des clés de logements publics locatifs à des bénéficiaires dans le cadre d'un quota de 800 logements de ce type destiné à la commune de Hamma-Bouziane. La cérémonie avait eu lieu à la grande salle Zénith. Le ministre ne manquera pas lors de son déplacement à Constantine de présider, au cours de la même cérémonie, la remise de pas moins de 35 appareils d'hémodialyse à l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) d'urologie, de néphrologie et de transplantation rénale de la cité Daksi-Abdeslam de Constantine, à l'hôpital Abdelkader-Bencherif d'Ali-Mendjeli et à l'hôpital de la commune de Didouche-Mourad. Cette visite, qui n'a pas été de tout repos, a conduit le ministre à inspecter plusieurs projets de réalisation qui dépendent de la Sûreté nationale. Enchaînant son programme, il a présidé par la suite la mise en service des

sièges des sûretés urbaines aux pôles de Bekira et d'Ain Nehas. Lors de son déplacement vers la nouvelle ville Ali-Mendjeli, le ministre a posé la première pierre symbolique d'une clinique régionale de 95 lits, au bénéfice de la DGSN, et d'un centre régional de diagnostic médical et d'imagerie médicale relevant, également, de la DGSN. Au niveau du pôle urbain de Massinissa, le ministre a procédé à la pose de la première pierre pour la construction d'une Sûreté urbaine. La visite a été couronnée par la mise en service d'une usine de fabrication de produits parapharmaceutiques, fruit d'un investissement privé devant générer 30 emplois. Cette usine est implantée au niveau de la zone d'activités du 24-Février de Constantine. Lors de sa visite, le ministre a également inspecté d'autres projets dépendant des secteurs de la jeunesse et des sports, de l'éducation, mais aussi des projets relatifs au département des travaux publics. Le ministre est intervenu lors de son périple pour poser la première pierre pour l'édification d'un village artistique.

I. G.

CERTAINS ENSEIGNANTS BOYCOTTENT LA REMISE DES BULLETINS INADMISSIBLE !

LE MINISTRE de l'Éducation nationale vient de hausser le ton en demandant de «mettre en demeure les enseignants refusant de remettre les notes».

■ MOHAMED AMROUNI

L'école va à la dérive dans certains établissements où la remise des bulletins de notes est délibérément bloquée par des enseignants affiliés au Cnapeste. Une prise en otage des élèves qui a suscité la colère des parents et soulevé un tollé dans le milieu éducatif. Cette situation préoccupante n'a pas tardé à atterrir sur la table du ministre de l'Éducation, qui s'est montré intransigeant. Mohammed Seghir Sadaoui a qualifié cette rétention des notes de «grave erreur professionnelle», exigeant l'application des procédures légales en vigueur. «Le non-respect des engagements est une faute qui appelle des mesures disciplinaires», a-t-il averti, rappelant que les revendications syndicales ne doivent en aucun cas se faire au détriment des élèves. Ce rappel à l'ordre a été clairement exprimé dans le communiqué sanctionnant les travaux de la conférence nationale qu'il a présidée avec les directeurs de l'éducation des wilayas. Une



Un impact négatif sur les élèves.

rencontre qui s'inscrivait dans le cadre des préparatifs de la fin du deuxième trimestre et de la planification du troisième. Le ministre a insisté sur «la nécessité pour les établissements scolaires de respecter leurs engagements pédagogiques», en soulignant plusieurs obligations essentielles : la correction des sujets d'examen en classe avec les élèves, la remise des bulletins de notes et leur mise en ligne sur la plate-forme numérique pour permettre aux

parents d'y accéder en toute transparence. Conscient des tensions existantes, Sadaoui a également donné des instructions strictes aux directeurs de l'éducation pour protéger le droit syndical tout en veillant à la continuité du service éducatif. «Il est impératif de maintenir la porte du dialogue ouverte, conformément à la loi 23-02», a-t-il affirmé. Dans ce contexte, il a rappelé que toutes les organisations syndicales, y compris le Cnapeste, ont été

impliquées dans les discussions et ont soumis leurs propositions. Il a ainsi estimé que «rien ne justifie une grève ou un boycott des résultats scolaires», pointant du doigt l'impact négatif de ces pratiques sur les élèves et leur avenir académique. Pour éviter d'autres perturbations, le ministre a ordonné le maintien des établissements scolaires ouverts durant la première semaine des vacances de printemps afin d'assurer des cours de soutien

et de révision aux élèves concernés par les examens nationaux. Une mesure visant à rattraper d'éventuels retards et à garantir une préparation optimale aux épreuves décisives. Toutefois, du côté des enseignants, ils justifient ce «boycott» par les lenteurs administratives et au manque de réponses claires sur leurs revendications. Ils dénoncent un manque de reconnaissance et des promesses non tenues. Pour eux, l'amélioration du système éducatif passe aussi par une prise en compte de leurs doléances. Le ministre a ainsi exhorté l'ensemble des acteurs du secteur éducatif à «prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un troisième trimestre serein et productif». Il a insisté sur le fait que l'école ne devait en aucun cas être un terrain de bras de fer, mais un lieu d'apprentissage et de transmission du savoir. Alors que les tensions restent vives, une question demeure : jusqu'où ira cette crise et quelles conséquences aura-t-elle sur l'avenir des élèves ?

M. A.

QUEST ET SUD-OUEST DU PAYS

15 000 arbres plantés en un jour

«Plus de 1 000 arbustes ont été plantés jeudi, dans la forêt de Djebel Kahr, dans la commune de Hassi Ben Okba, localité située à l'est de la capitale de l'ouest du pays, d'Oran. Il s'agit de cyprès, d'acacias et eucalyptus qui ont été plantés dans le cadre d'une campagne de plantation à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'arbre. Le coup d'envoi de cette opération a, par ailleurs, servi de tribune pour le lancement simultané d'une campagne de sensibilisation portant sur la préservation de la richesse sylvestre. Durant la même journée, l'association Chafia Allah a présenté une exposition dans laquelle l'on a présenté les projets réalisés par la Conservation des forêts, en plus de la présentation d'un atelier de dessin destiné aux enfants. Plusieurs activités similaires ont, à cette occasion, été effectuées dans plusieurs wilayas de la partie ouest du pays, célébrant la Journée internationale de l'arbre, qui coïncide avec le 21 mars de chaque année. Ces opérations de reforestation ont tourné autour du reboisement et de la sensibilisation sur la nécessité de la préservation du cadre de vie, en plus de mettre en exergue les efforts consentis aussi bien par l'État que par les citoyens dans la préservation du patrimoine forestier. Ces actions ont été supervisées par les directions des forêts, en collaboration avec de nombreux secteurs, des organismes, des entreprises économiques et des associations actives dans le domaine de l'environnement. À Aïn Témouchent, pas moins de 1 500 arbustes ont été plantés dans la forêt de Sbiaât, dans la commune d'Ouled Boudjemaâ. Un lot de 1 000 autres arbustes a été planté sur le plateau de Lalla Setti surplombant la ville de Tlemcen. Cette initiative a été marquée par l'organisation en même temps, d'une exposition de produits forestiers et une autre axée sur l'artisanat forestier, à la réserve naturelle de Tlemcen, en plus de l'organisation d'une visite guidée au profit de groupes d'élèves de l'école des artistes Bouchra El Atfal à la forêt de détente située, sur le même site. La ville de Mascara a été le théâtre d'une importante opération de reboisement de plus de 4 000 arbustes ornementaux et décoratifs plantés dans les espaces verts de l'université Mustapha Stambouli, avec une large participation de la communauté universitaire, en plus de la plantation d'environ 1 500 arbustes dans les espaces verts des résidences estudiantines, en coordination avec la direction des œuvres universitaires de la wilaya. La Faculté des sciences humaines et sociales de la même université a abrité des expositions mettant en valeur les réalisations de la direction des forêts dans le domaine de reboisement. Les autorités locales de cette wilaya ont, par là même, rendu un vibrant hommage à plusieurs retraités et employés du secteur des forêts qui ont été honorés, en leur remettant des distinctions.

WAHIB AIT OUAkli

FLAMBÉE DES PRIX DE LA BANANE

La riposte ferme de l'État

LE KILOGRAMME de banane sera cédé au prix de 220 DA aux commerçants, pour arriver au consommateur au prix plafond de 250 DA.

■ ALI AMZAL

La flambée vertigineuse des prix de la banane, a pris des proportions alarmantes. D'une saisie de 120 quintaux opérée sur plusieurs wilayas, le volume de la supercherie est passé à 800 000 kg de banane en quelques jours. La dernière saisie enregistrée fait état de 34 conteneurs destinés à la rétention de ce produit, qui est passé de 400 DA avant le mois de Ramadhan à près de 850 Da. Plus que flagrante cette tentative de perturbation du marché de la consommation vise, au-delà de l'aspect spéculatif, à porter atteinte à la stabilité des prix qui a caractérisé ce mois de Ramadhan. En effet, hormis les perturbations constatées sur les prix de la banane et légèrement ceux de la pomme de terre, tous les indicateurs restent au vert durant ce mois sacré. Les produits de large consommation, tels que les viandes, les légumes et fruits, n'ont pas connu de fluctuation majeure. Des résultats inédits de régulations qui découlent d'un travail de longue haleine, qui a abouti à la maîtrise des besoins du marché de la consommation, et du soutien du pouvoir d'achat du citoyen. D'où la fermeté de l'intervention de l'État face à ses dérives, à travers la mise en cause de 53 importateurs qui n'auraient pas respecté les règles et les lois liées à l'importation. À ce titre, les premières enquêtes ont conduit au constat de défaut d'inscription au registre du commerce, de défaut de facturation des achats et le non-respect de la structure des prix déposée par les importateurs auprès des bureaux du ministère du Commerce. En termes plus clairs, il



Les pratiques frauduleuses seront sanctionnées.

s'agit de dissimulation de marges bénéficiaires et de surfacturation. C'est du moins ce qui ressort des conclusions de la commission multisectorielle, chargée de l'attribution des quotas d'importation. À cela s'ajoutent des peines judiciaires qui oscillent entre la radiation du registre du commerce, d'amende colossale, et d'interdiction d'exercice durant plus de 5 ans, en outre, les lourdes peines d'emprisonnement. Il va sans dire que cette réaction sans équivoque de l'État, renvoie un message fort aux opérateurs économiques concernés, notamment par l'importation. Ces pratiques frauduleuses causent un grand tort aux équilibres atteints ces dernières années, notamment en matière de régulation, et de retour à la stabilité des prix des produits à large consommation. Des actions qui ont abouti à une organisation solide où les acteurs centraux telles que les institutions patronales se mobilisent pour réduire les

prix des produits. D'où l'importance des sanctions et des actions de répressions, destinées à éradiquer ces pratiques maffieuses. Dans ce sens, en termes de riposte à cette situation, l'État s'est chargé d'entreposer les quantités de banane saisies dans les chambres froides du complexe Frogomedit, dans un premier temps. Ils serviront à étoffer un plan de redistribution qui concernera plusieurs wilayas où le kilogramme de banane sera cédé au prix de 220 da aux commerçants, pour arriver au consommateur au prix plafond de 250 da.

Dans cette configuration, il convient de relever le rôle important que joue le renforcement de la lutte contre la spéculation pour maintenir l'ordre et le respect des règles au sein d'un marché qui arrive à une certaine stabilité, mais qui demeure encore dans le collimateur des réseaux de la spéculation et du monopole.

A. A.

BOUIRA

Du marché de proximité aux caravanes mobiles

■ ALI DOUIDI

Lorsqu'en 2009, on avait ordonné aux commerçants installés au marché de Bouira, compris entre l'entrepôt de Cevital et l'ancienne gare routière, de quitter ces lieux pour le marché couvert à côté des locaux et hangars de la Ccls, ces derniers, se sentant lésés, avaient poussé des cris d'orfraie. Cela leur paraissait alors une si mauvaise affaire que certains avaient menacé de quitter le métier, d'autres de saisir la justice, d'autres encore de manifester. Puis, de guerre las, ils avaient fini par accepter : il valait mieux être dans un marché clos que dans une rue en proie à la chaleur, au froid et aux descentes fréquentes de la police qui n'est pas tendre avec ceux qui travaillent au noir. Certains ont, aujourd'hui, quarante ans et plus dans ce métier et tous se déclarent satisfaits de leur sort.

Notre déplacement, ce matin, au marché couvert en période ramadhaneuse n'est pas sans obéir à quelque mobile secret : qui sait si, au milieu cet amoncellement de fruits et de légumes, de cet entassement de viandes, d'œufs et de poissons ne se love quelque gentil scoop, ne se blottit, parmi les conversations et des rires une petite histoire susceptible de sortir le lecteur de sa torpeur et de l'égarer un moment ?

Des produits pour toutes les bourses

Nous nous sommes accordé une courte halte devant la grande porte droite taillée en arcade. Celle de gauche de mêmes dimensions et de même forme nous permettra, le moment venu, d'en sortir. Quand en viendra l'heure, nous aurons fait à peu près le tour du marché. Nous disons à peu près en connaissance de cause. Le marché en question qui a deux entrées, distantes d'une vingtaine de pas l'une de l'autre, a deux sorties à l'autre bout. Le toit en tôle ondulée est haut, mais les passages, entre les étals, sont assez étroits, et coupent ce grand espace rectangulaire en autant d'îlots. On y circule avec peine. À plus forte raison si l'on porte un panier chargé. Mais la bonne humeur règne et les marchands, tout en faisant la publicité de leurs produits, peuvent vous sourire et même bavarder un instant avec vous. Dehors, à l'entrée comme à la sortie, des étals sont dressés sans souci de la pluie ou de la chaleur.

Sur le fronton de la bâtisse, comme en guise de bienvenue, il y est écrit : marché de proximité. Et soudain, gagnés par la gaieté générale en cette journée printanière, nous nous surprenons à sourire : proximité avec quoi ? La Ccls est derrière, séparée par un haut mur, et la gare routière est à quelques deux cents mètres. Au reste, à moitié désaffectée. Ceux qui viennent de la ville arrivent par la rue qui file vers l'ancienne



Les prix n'ont pas augmenté.

citée Aïnouche rasée, après le relogement de ses habitants, ou par le chemin tout en marches qui relie de ce côté la ville à l'ancienne gare routière. En vérité ceux qui viennent faire leur course ont le choix de prendre les bus qui desservent les lignes vers les 140 Logements ou Belmahdi, au nord de la ville. Ceux de l'Ecotec, à l'ouest, ont les bus ou fourgons qui desservent les villages de Aïn Turk, Enessis, Saïd Abid ou Aïn El Hadjar. Cela n'empêche pas le marché couvert d'être bien achalandé en temps ordinaire. À la faveur du programme mis en place par les autorités pour passer un bon Ramadhan, son approvisionnement a explosé. Une banderole qu'aucun souffle de vent n'agite permet à Carravic de faire la promotion de son produit carné «La saveur du poulet avec Carravic.»

Nous nous arrêtons un moment devant l'entrée. À gauche l'étal d'Ishak, un jeune de 16 ans qui a quitté l'école dès la première année moyenne pour aider son père à nourrir la famille. La botte de persil et de céleri à 30 DA s'avérant peu rentable, d'autant plus qu'il l'achète lui-même pour la revendre, il y a ajouté l'épinard... L'épinard qui, jeté en brassées sur l'étal, forme une meule qui se voit de loin. De l'autre côté de l'entrée est l'étal de Mohamed qui, en même temps qu'il a divorcé de sa femme a quitté Alger pour s'installer à Bouira. Lui aussi vend ces plantes aromatiques que nous désignons poétiquement chez nous par le vocable «les herbes ». Il n'y a pas de concurrence entre lui, Ishak et Rabah, le frère de ce dernier, installé à l'intérieur, juste après le seuil. Il est nouvellement marié et vit seul avec sa jeune épouse. La vie est dure. Comme « les herbes » ne payent pas, il sort son diplôme de peintre pour avoir du travail. Ce sont deux métiers qu'il associe pour gagner sa vie. Mohamed

Nous entrons dans un marché, les yeux fortement impressionnés par les couleurs des légumes et fruits frais et les oreilles bourdonnantes des voix de gens faisant leurs courses.

ne s'en plaint pas. Ce qu'il tire de la vente de ses produits aromatiques semble suffire. « Quand un client réclame du céleri, du persil ou de l'épinard, et que je n'en ai plus, je vais en prendre chez Rabah ou Ishak, ou un autre pour le satisfaire. Il y a une telle camaraderie entre nous que nous avons le sentiment d'être une seule et même famille », affirme-t-il. C'est un fait admis par nos trois interlocuteurs. Rabah trouve cher la pomme de terre et la tomate à 100 DA, les piments et les poivrons à 150 et 190 DA, le haricot vert et les petits pois à 250 DA et plus. Mohamed rétorque : on n'est pas obligé d'acheter des produits de qualité. Il y en a de moins cher. Et il cite en exemple la tomate et la pomme de terre à 90 DA et même moins, l'orange à 110 DA, au lieu de 140 DA, etc.

Vérification auprès des étals, une fois à l'intérieur : les prix des fruits et des légumes n'ont pas augmenté. Ils seraient mêmes moins chers que l'année dernière, selon Saliha de Mobilis qui vient faire ses commissions quotidiennement. Avis partagé par sa collègue. Hamid, débordé par la demande, répond à peine à nos questions. Un peu plus loin, un étal attire notre attention : un étal à fruits. Son propriétaire commente : « Si les oranges sont à

130 DA, si la pomme est à 500 DA, c'est que certains qui aiment le luxe ne veulent pas de produits de moindre qualité, mais de qualité supérieure. » Et montrant ces cagettes pleines : « Je fais ce travail depuis que j'avais dix ans. On nous reproche souvent de faire des gains colossaux. On ne regarde jamais les pertes que nous faisons. Cette année, j'ai perdu 1,5 million de centimes. » Et le doigt accusateur pointé vers les oranges : « Elles pourrissaient à vue d'œil, s'écriait-il. J'en jetais des cagettes entières. » « Tenez, la banane, par exemple, poursuit notre marchand, indigné ». Elle se vendait entre 120 et 130 DA. La voilà qui s'envole pour atteindre les 700 DA. Les contrôleurs croyaient que c'étaient nous les responsables de cette envolée. Mais non, ce n'est pas nous, ce sont les grossistes. A Rovigo, où nous allons nous approvisionner, même à ce prix, on ne la trouve plus. Elle a fini par disparaître tout à fait. »

En passant par la Ccls

Au marché couvert, la partie inférieure, celle par laquelle on entre par la gauche et on en sort par la droite, ou vice versa, si on veut faire le tour du marché, est réservée presque exclusivement à la boucherie. Plus d'une quinzaine de locaux s'alignent des deux côtés du couloir. Les prix varient selon les pièces exposées, qu'il s'agisse de la viande de mouton, de veau, de dinde ou de poulet. Et personne n'a l'air de se plaindre.

Au stand de Carravic, les longues et légendaires files qui se formaient l'année dernière devant le guichet, entraînant de la part de ceux qui les formaient, cris de protestation et bousculade, ont disparu cette année sans qu'on en sache la raison. Réduits à la conjecture, pouvons-nous tout au plus émettre l'idée que les cinq

points de vente ouverts pour la seule ville de Bouira, ont réussi à faire tomber complètement la tension sur ce produit qu'est la viande blanche. À moins que le fait qu'elle soit congelée n'y soit pour quelque chose...

Notre tournée achevée nous quittons le marché, les yeux fortement impressionnés par les couleurs des légumes et fruits frais et les oreilles bourdonnantes de voix de gens faisant leurs courses. Rentrer? Sans un saut à la coopérative des céréales et des légumes secs ? Elle a ses bureaux juste à côté. Et elle aussi est impliquée par ses produits dans le dispositif installé par les autorités locales à l'occasion du Ramadhan. La conversation qui s'engage avec le nouveau directeur, Amenas Morsli, roule un moment sur ce programme dont l'objectif est que le citoyen n'ait pas à avoir à quitter son village pour faire ses provisions. Et pour cause ! Les localités que leur éloignement tient un peu à l'écart des marchés de proximité installés à l'occasion du mois sacré et qui sont approvisionnés en conséquence, ne sont pas oubliées dans ce programme. Trois caravanes mobiles vont chaque jour leur apporter tout ce dont ils ont besoin. Ce sont les propres déclarations du nouveau responsable de la coopérative. Ces trois caravanes, transportant des denrées de première nécessité, viennent donc renforcer le dispositif mis en place par la wilaya à l'occasion du Ramadhan sous forme de marché de proximité, à raison d'un dans chaque daïra. Interrogé sur les prix des produits que l'on trouve sur ces marchés, le responsable de cette coopérative assure qu'ils restent abordables. Concernant les légumes secs, pour le seul mois de Ramadhan, alors qu'on n'est qu'à la mi-temps, la Ccls (coopérative des céréales et des légumes secs) a vendu 20 quintaux de riz, de haricot, de pois chiches, de pois cassés et de lentilles. Des légumes secs au mois de Ramadhan ? Notre étonnement n'a pas échappé à notre interlocuteur : au prix où ils sont vendus, ces produits, s'ils ne sont pas consommés immédiatement, serviront après le mois sacré.

D'ailleurs, les prix fixés pendant le Ramadhan ne changeront pas après. Les citoyens pourront toujours les trouver dans les marchés de proximité.

Ainsi, selon les données fournies par ce responsable, la Ccls, via les marchés de proximité et ses trois caravanes mobiles, a pu écouler, en ce mois béni, 600 kg de haricot, 623 kg de lentilles rouges (Garrido), 299 kg de pois cassés et 4 360 kg de pois chiches.

De son côté Carravic, en ramenant la viande de poulet de 350 à 330 DA pour le mois de Ramadhan, en multipliant partout ses points de vente à travers la wilaya, et en ouvrant dès 8h30 pour ne fermer qu'à 16 h, y compris le vendredi, pense, avec cette façon de travailler offrir ainsi son meilleur service au citoyen.

A. D.

INSCRIT SUR LA LISTE INDICATIVE DU PATRIMOINE MONDIAL

Le parc national du Djurdjura s'internationalise

■ LA MONTAGNE abrite de beaux petits villages au nombre de 72, disséminés à travers quelque 8 800 km.

■ ALI DOUIDI

Les formalités pour l'inscription du parc national du Djurdjura sur la liste indicative, préalable au classement du patrimoine mondial de l'Unesco a commencé. Y figurera aussi le patrimoine d'El Kala dans la wilaya d'El Tarf. C'est une décision du ministère de la Culture qui souhaite mettre ainsi en valeur notre patrimoine national et préserver du coup les sites et les monuments qui le composent. Bendaamache qui animait, mardi dernier, un atelier à la direction du parc national du Djurdjura, dont le siège est à Errich, assurait dans une conférence consacrée à ce sujet, que cette liste propose chaque année un ou deux sites les plus remarquables du pays ou d'une région. Si le dossier qui est présenté à la commission est retenu, au bout d'un an, ledit site est classé au patrimoine mondial de l'humanité. Selon cet orateur, il y a trois sites qui sont éligibles au classement du patrimoine mondial : le site culturel, le site naturel et le site mixte, qui tient des deux. Le parc national du Djurdjura, qui possède les plus beaux paysages comme le mont Akouker, le lac Goulmine, le gouffre d'Asmel,



Une vue sur le parc.

sa biosphère qui constitue une richesse inégalable sur le plan faunistique et floristique, et ces petits villages au nombre de 72, disséminés à travers les quelque 8 800 km sur lesquels, il s'étend et qui perpétuent les pratiques ancestrales et les vieilles traditions. Pour qu'un dossier ait la chance d'être retenu, il faut que se réalisent deux conditions, selon Bendaamache qui fut aussi un gestionnaire du parc national :

il faut que le site sorte par ses dimensions et sa beauté de l'ordinaire. Il est impératif ensuite, qu'il soit généré de manière à mettre en valeur son potentiel culturel et touristique, et à le préserver de toute dégradation.

Ainsi se trouvent impliqués dans cette mission toutes « les parties prenantes », c'est-à-dire les citoyens qui vivent à proximité de ces sites, les élus locaux, les associations etc. Le

conférencier déclarait que l'Algérie qui a signé la convention de 1972 a vu six de ses sites classés au patrimoine mondial, dont un matériel. La Casbah est l'un d'eux et son classement date de 2002. Il n'y a pas de fonds propre à attendre de l'Unesco, mais la publicité qu'elle permet d'avoir génère un tel flux de touristes pour le pays que cela constitue une manne inestimable pour le secteur. Bendaamache a raconté ce

que représente en rentrée de devises et d'argent pour le pays le Tassili auprès duquel le parc national du Djurdjura peut sembler peu de chose, selon lui, avec ses paysages, ses grottes, ses monuments et ses peintures et gravures rupestres. Il a raconté aussi la capture d'un guépard qui avait causé des dommages sur le cheptel des autochtones. Il s'attaquait aux chameles. Il a été remis aux autorités concernées qui l'ont relâché. Pour montrer ce qu'un pareil site qui jouit d'une réputation internationale, rapporte en termes de création de richesse, il prend l'exemple d'un bouteille d'eau qui porte le label du Tassili et celle qui porte un label quelconque. L'une se vend plus cher que l'autre.

Demain, le produit qui sponsorisera le parc national du Djurdjura ou d'El Kala, lorsqu'il sera classé patrimoine mondial aura le droit de porter son label et se vendra mieux dans les marchés. D'autres intervenants ont pris la parole avant ou après le représentant du ministre de la Culture pour détailler les richesses de ce site touristique incroyable inscrit sur la liste indicative en attendant d'être classé au patrimoine mondial. **A. D.**

LA PROMO «DOUBLE INTERNET RAMADHAN» De Djezzy est de retour !



Dans un contexte où la connectivité numérique devient un élément essentiel de la vie quotidienne et à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, Djezzy lance sa promotion exclusive «INTERNET X2» afin de répondre aux besoins évolutifs de ses clients particuliers et aux entreprises. Cette promotion exceptionnelle permet aux clients présents et futurs de bénéficier d'un double volume Internet tout au long du mois sacré et pourront ainsi rester connectés, partager des moments précieux et profiter pleinement de l'internet. La promotion concerne l'ensemble des forfaits journaliers, hebdomadaires et mensuels achetés via l'application Djezzy. De plus, la promotion «Internet X2» s'applique également à la deuxième souscription proposée à moitié prix. Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre dans l'une des boutiques Djezzy, contactez notre centre d'appel disponible 24/24 ou visitez le site web : www.djezzy.dz DJEZZY souhaite à tous les Algériens Ramadhan Moubarek.

TIZI OUZOU

2 tonnes de produits avariés saisis

LES COMMERÇANTS véreux profitent de la forte demande pour placer des produits non conformes à la législation.

■ KAMEL BOUDJADI

Ce sont 287 infractions aux règles de l'activité commerciale qui ont été signalées durant la première moitié du mois de Ramadhan à travers les communes de la wilaya de Tizi Ouzou. Ces chiffres révélés hier par la Direction locale du commerce mentionnent ainsi la rédaction d'un nombre égal de procès-verbaux ayant abouti, précisément, à la fermeture de 45 commerces. Le bilan montre, en fait, la forte présence sur le terrain des agents de la Direction du commerce spécialisés dans la surveillance et le signalement des fraudes et des infractions à la législation commerciale. Dans son bilan de la première quinzaine du mois de Ramadhan, la Direction du commerce donne également des chiffres précis sur ses activités au chapitre de la surveillance de la qualité. Ainsi, il a été effectué quelque 1 519 interventions des agents de la Direction ayant abouti à signaler pas moins de 139 infractions à la législation de la pratique commerciale. 136 procès-verbaux ont été rédigés, précise la même Direction qui fait état de la proposition de fermeture de 14 commerces. Il faut savoir aussi que ces interventions ont permis la saisie de près de 2 tonnes (1,98381 tonnes) et 217 litres de produits non conformes aux normes de qualité. La valeur financière de ces quantités saisies a donc été estimée à 505 999 DA par la Direction du commerce qui a fait état de la prise pour analyse de quelque 37 échantillons. Notons aussi que la nature des infractions relevées par la Direction



Des contrôleurs de prix en mission.

du commerce à travers les communes de la wilaya de Tizi Ouzou sont notamment relatives au non-respect des règles d'hygiène, la vente de produits non propres à la consommation, l'absence d'information du consommateur sur les produits avec leurs incidences sur sa santé. Par ailleurs, au chapitre de la surveillance des pratiques commerciales durant cette première moitié du mois sacré, les agents de la Direction du commerce ont effectué quelque 1 631 interventions ayant permis de relever 148 infractions à la législation inhérente. Suite à la rédaction de 145 procès-verbaux, indique la Direction du commerce, ce sont 31 commerces qui ont été fermés pour diverses infractions dont la nature est notamment relative à l'exercice de

l'activité commerciale sans registre de commerce ou son expiration ainsi que l'absence d'information sur la contenance et les tarifs des produits proposés à la vente.

Enfin, il faut noter que les commerçants véreux profitent de la forte demande pour placer des produits non conformes à la législation. Ces moments où les achats sont multiples et très nombreux, la vigilance des consommateurs s'en trouve très altérée. Ce qui permet à ces commerçants sans conscience de vendre la mauvaise marchandise. Il faut aussi relever les consommateurs font confiance à la Direction du commerce et négligent ainsi la nécessité d'être, eux aussi, vigilants, voire de signaler les infractions constatées. **K. B.**

ÉLIMINATOIRES CM 2026 :
BOTSWANA 1 – ALGÉRIE 3

Sports
MOUMEN AIT KACI ALI

LES VERTS EN CONQUÉRANTS

● CE SUCCÈS PERMET AUX ALGÉRIENS DE REPRENDRE LA TÊTE DU GROUPE «G»



Gouiri - Amoura, la nouvelle force de frappe

Trois précieux points à bonifier face au Mozambique, mardi prochain. Mis sous pression après cette victoire la veille du Mozambique contre l'Ouganda, les Verts ont tenu leur rang de favori, en allant chercher trois points précieux de leur déplacement à Francistown contre le Botswana. Un succès qui permet aux Algériens de reprendre la première place du groupe « G » dans ces éliminatoires CM 2026, en compagnie du Mozambique (12 points).

La première mi-temps fut très disputée de avec un rythme un peu élevé imposé d'entrée par les Botswanais qui voulaient certainement profiter des conditions climatiques difficiles pour les Verts, afin de les pousser à la faute. Les Algériens bien organisés dans ce 4-4-2 mis en place par Vladimir Petkovic ne paniquent pas et arrivent à bien maîtriser les attaques adverses. La défense en ligne de Bensebaïni et Mandi, marche bien et les attaquants botswanais sont souvent pris au piège. La première alerte est à mettre à l'actif des Algériens qui ont réussi à mettre en difficulté la défense locale, mais

Amoura a raté sa reprise. La réaction des locaux, ne tarde pas à venir et sur incursion de Baruti, ce dernier trouve Oroboney qui élimine Mandi avant de déclencher une lourde frappe, heureusement bien capée par le portier algérien Alexis Guendouz (17'). Au fil des minutes, les camarades de Yassine Benzia prennent confiance et tentent de poser le jeu en optant pour les attaques placées. Les Botswanais se replient et décident de laisser l'initiative aux Algériens. Une tactique qui va déstabiliser les camarades de Youcef Atal qui s'attendaient à une stratégie plus offensive des locaux, mais sans être vraiment inquiétés. Le jeu devient de plus en plus difficile pour les Algériens, visiblement gênés par la chaleur et l'effet du jeûne en cette période du mois de Ramadhan. Seulement décidés à bien finir la première période, ils décident de monter pour porter le danger dans le camp adverse. C'est ainsi qu'ils sont parve-

Dans un match fortement disputé et joué sous une grande chaleur et un taux d'humidité élevé, la sélection nationale, a réussi l'essentiel en empochant les trois points mis en jeu dans cette rencontre soldée sur un score de trois buts à un, en faveur de l'Algérie contre le Botswana.

ment gérer leur avance jusqu'au coup de sifflet de la première mi-temps. Au retour des vestiaires, les Verts ne reculent pas et continuent de presser leurs vis-à-vis dans la moitié de terrain. Après deux tentatives, l'Algérie, va se donner une bonne bouffée d'oxygène en marquant le second but très rapidement. Cette réalisation du break est l'œuvre de Mohamed Amine Amoura, auteur d'un très bon geste de buteur, suite à une ouverture lumineuse d' Amine Gouiri (51'). Amoura bien engouffré glisse le ballon au-dessus du corps du portier botswanais. Alors que l'on croyait que c'était fini, une erreur d'alignement de la défense algérienne, permet aux Botswanais de

réduire la marque grâce à Kopelang (70'). Les changements opérés par Petkovic avant cette réduction du score, vont permettre à l'Algérien de bien gérer, et aussi au revenant Youcef Belaïli de s'illustrer quelques minutes après son apparition. En effet, dans la minute qui a suivi le but du Botswana, Belaïli d'une ouverture magique de l'intérieur du pied, trouve Amoura qui se joue du gardien et de la défense botswanaise avant de corser la note, mettant ses camarades à l'abri dans cette rencontre (74'). De retour en sélection après plus d'un an, Belaïli a tout simplement prouvé qu'il était bien une solution indispensable sur l'échiquier de Petkovic. Sa passe magique pour Amoura sur son premier ballon dans ce match, est un chef-d'œuvre en football. Les Verts s'en sortent donc bien à Francistown et remportent trois précieux points qu'il va falloir bonifier dès le prochain match contre le Mozambique, mardi prochain, à Tizi Ouzou. Un succès des camarades de l'homme du match Amoura, leur permettra de prendre seuls la première place de leader du groupe G, dans ces éliminatoires CM2026.

Belaïli brille de nouveau en sélection

M. A. K. A.

BRÈVES

ALGÉRIE-MOZAMBIQUE

La vente de tickets débute aujourd'hui

Les amoureux de la balle ronde qui désirent assister à la rencontre qui opposera l'Équipe nationale au Mozambique, ce mardi, pour le compte de la 6e journée des éliminatoires CM 2026, pourront acquérir leurs tickets à partir d'aujourd'hui, via la plateforme Internet « Tadhkirati ». L'opération de vente de billets pour cette rencontre très importante pour la suite du parcours des Verts dans ces qualifications pour le Mondial 2026 prendra fin lundi 24 mars à 20h. Il faut savoir que la vente se fera sur le site réservé.

La rencontre est prévue pour mardi à 22 h au stade Hocine-Ait Ahmed de Tizi Ouzou, devrait faire le plein, car il s'agit d'une étape cruciale dans ces éliminatoires. Les fans de l'Équipe nationale seront aussi attendus de manière aussi nombreuse que lors du dernier match des Verts, joué à Tizi Ouzou contre le Liberia et remporté aisément par les camarades de Riyad Mahrez.

K. B.

LIGUE 1 MOBILIS

Les dates de la 21^e journée connues

La Ligue de football professionnel (LFP) a arrêté, dans un communiqué, le programme de la 21e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis, prévue vendredi et samedi (4 et 5 avril 2025), avec le report des matchs du MC Alger, USM Alger et du CS Constantine concernés par les quarts de finale des Compétitions africaines.

Programme des matchs du vendredi 4 avril 2025

US Biskra - ES Mostaganem (huis clos)

USM Khenchela - JS Kabylie

MC Oran - Paradou AC

(huis clos)

Programme des matchs du samedi 5 avril 2025

CR Belouizdad-NC Magra

(huis clos)

MC El Bayadh-JS Saoura

O Akbou-MC Alger

ES Sétif-CS Constantine

USM Alger -ASO Chlef

(huis clos)

Les rencontres du MC Alger, CS Constantine et de l'USM Alger sont reportées, à une date ultérieure, en raison de leur participation aux quarts de finale de la Ligue des Champions africains (MCA) et la coupe de la Confédération (USM Alger et CSC). « Le bureau exécutif de la Ligue de football professionnel (LFP) s'attache à offrir les meilleures conditions possibles aux clubs engagés dans les compétitions africaines pour représenter dignement l'Algérie sur la scène continentale et les accompagner vers le succès », a conclu le communiqué de la LFP.

M. A.

ÉLIMINATOIRES DE LA COUPE DU MONDE 2026

Le Mozambique met l'Algérie sous pression

Invité surprise de ces éliminatoires CM 2026, le Mozambique totalise 12 points et se présente comme le concurrent direct des Verts pour une qualification au prochain Mondial.

SAÏD MEKKI

L'Équipe nationale algérienne a repris les éliminatoires de la Coupe du monde 2026, hier, en rencontrant, l'Équipe nationale du Botswana, sur la pelouse du stade de la ville de Francistown, au moment où les résultats des équipes du groupe « 7 », lors des 4 derniers matchs, ont fait que 5 sélections s'accrochent à l'espoir d'arracher une place pour la phase finale de la Coupe du monde (édition Amériques).

Là, il est important de signaler que le Mozambique, futur adversaire de l'EN, a nettement battu, jeudi, l'Ouganda (3-1), au stade du Caire en Égypte et ce, pour le compte de la 5^e journée de ce groupe « 7 ».

Le Mozambique a ouvert la marque contre l'Ouganda grâce au but de Pepo (4'), mais Shaban égalise, quatre minutes plus tard, pour l'Ouganda, puis le même Pepo ajoute le deuxième but pour son pays, signant ainsi un doublé dans cette rencontre (17'). Par la suite, les Ougandais ont tenté de revenir au score, en vain.

Puis, six minutes avant la mi-temps, le joueur Omedi écope d'un deuxième carton jaune après le premier (34' et 39'), laissant ainsi ses coéquipiers terminer la partie à dix. Ironie du sort, juste avant la fin de la première mi-temps, ce « diable » de Pepo s'illustre une fois de plus en



Le Mozambique a battu l'Ouganda 3 buts à 1.

effectuant une passe décisive à son compatriote Ratifo, qui corse l'addition (45'+4).

En seconde mi-temps, les deux équipes se sont bien échangé des offensives, mais sans que le score de la première période ne bouge. Et le Mozambique remporte donc la partie.

À la faveur de ce succès, le Mozambique (12 pts) prend provisoirement la tête du classement du groupe « 7 », alors que l'Ouganda avec 6 points occupe la troisième place conjointement avec le Botswana et la Guinée.

Les deux autres rencontres du groupe 7, mettront aux prises le Botswana avec un total de 6 points également, à l'Algérie qui compte 9 points, et qui devait hier, au moment où on mettait

sous presse, faire le nécessaire pour gagner à Francistown, face au Botswana, alors que la Guinée qui compte 6 points, devait rencontrer, également hier, au moment où on mettait sous presse la Somalie qui ne compte aucun point, à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Or, il se trouve que lors de la sixième journée prévue mardi 25 mars, l'Algérie recevra le Mozambique au stade Hocine-Ait Ahmed à Tizi Ouzou à partir de 22h. Ce match est très important pour les Verts afin d'ajouter trois autres points dans leur escarcelle pour enregistrer un total de 12 points. Alors que l'équipe ougandaise sera opposée à la Guinée, au moment où, la troisième rencontre opposera le Botswana à la Somalie. Ainsi,

et dans la perspective où l'Algérie battra le Mozambique, son concurrent le plus redoutable, par la suite, serait la Guinée en déplacement.

Invité surprise dans ces éliminatoires CM 2026, le Mozambique totalise 12 points et se présente comme le concurrent direct des Verts pour une qualification directe au prochain Mondial.

Pour rappel, les premiers des neuf groupes en lice seront automatiquement qualifiés pour la phase finale du Mondial 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes (des groupes) joueront dans un tournoi de barrage de la CAF. Le vainqueur du tournoi de barrage de la CAF participera au tournoi de barrage de la Fédération internationale (Fifa). S.M.

MC ORAN

Un plan d'action pour sauver la saison

Le coach Amrani compte mettre tous les moyens durant cette trêve forcée pour sauver le club de la relégation.



Un stage à Mostaganem.

Wahib Ait Ouakli

Le MC Oran est d'autant plus acculé que les membres de sa barre technique est, elle aussi, poussée à faire preuve de patience certes, mais aussi d'ingéniosité, le but étant de faire bouger la machine hamraouie pour aller de l'avant ne serait-ce que pour sauver ce qui reste des meubles. Cette problématique est toute entière et de surcroît posée à plus d'un titre, tout en se préparant par-là même pour le match devant opposer à domicile les Hamraoua au club algérois de Paradou. L'enjeu est d'autant plus majeur que les membres de la barre technique du club phare d'Oran lancent plusieurs champs de bataille, le premier étant nécessairement l'a-

doption des mesures exceptionnelles, face à cette situation exceptionnelle en mettant en place un plan d'action exceptionnel. Loin d'être passiste ou de s'accrocher aux ressassements d'un antécédent moins reluisant, le coach Amrani se réfère tout de même aux incidences de cette trêve hivernale qui a été très mal négociée. Loin d'être aguichant ni encore moins opportuniste se manifestant lors des occasions à profit, le coach Amrani joue les sincères franchises

vérités, telles qu'elles sont et telles qu'elles se présentent en faisant la part des choses, tout en prenant conscience et compte tenu des états généraux des lieux en ne dissimulant aucunement la triste vérité qui marque le club. Il va tout simplement droit au but en faisant état de ce qu'il y a lieu d'exprimer tout haut loin, certes, des discours ombrageux, mais également loin des discours démagogiques. Pragmatique qu'il a toujours été, le coach Amrani est dénué de l'esprit défaitiste. Il se bat jusqu'à la dernière minute. En réunissant les éléments lui servant de matière de réflexion et d'argumentaire, l'entraîneur est, tout compte fait, convaincu que les démarches à entreprendre sont désormais axées sur un seul objectif réaliste, la nécessité de sauver le club de la chute aux

abysse. En jouant le maintien, le club n'est toutefois pas à l'abri d'une quelconque surprise qui risque d'être fâcheuse, d'où la nécessité de se préparer aux mieux et à toutes les éventualités. Pour les membres de la barre technique, le ton est au redressement de la situation ne serait-ce qu'un tant soit peu, question de permettre aux joueurs de résister le temps d'un match, aussi bien sur le plan physique qu'au niveau tactique. C'est dans cette optique que l'on songe d'ores et déjà à un stage court durant lequel les acteurs du MC Oran seront appelés à combler les lacunes les frappant. Quelle est donc la meilleure période pour décrocher ce sésame jugé salvateur ? Les avis sont multiples et variés. Des grincements de dents peuvent à même se faire entendre si jamais ce stage est décidé durant ce mois. Des joueurs peuvent aisément manifester leur ire. Si cette piste est appelée à être éludée, le stage sera inéluctablement programmé pour après la fête de l'Aïd. Lors de ce stage, les Hamraoua feront l'objet d'un programme de travail intensifié basé essentiellement sur des matchs et des répliques sans répit en mettant les joueurs dans le bain d'une compétition continue totalement identique aux compétitions du championnat, question de garder le rythme et la forme, tout en procédant à des corrections des lacunes qui se répètent comme une rengaine chaque fois que les Rouge et Blanc se mettent en compétition, en plus de jauger les effectifs, le but étant de dégager une équipe battante, compétitive loin d'être statique et léthargique, manquant d'initiative. W. A. O.

MADJID BOUGHERRA, SÉLECTIONNEUR DE L'EN A'

«Mon objectif est de gagner la Coupe arabe»

Pas du tout impressionné par les objectifs qu'on lui a assignés, le coach des locaux ne cache pas ses ambitions.

■ MOUMEN AIT KACI ALI

Pour son premier stage à la tête de l'équipe nationale A' depuis son retour, Madjid Bougherra, qui a tenté une carrière en club la saison passée au Qatar, a rendu une liste de 26 joueurs locaux retenus pour préparer les prochaines échéances des Verts. Madjid Bougherra s'est exprimé au sujet de ses choix sur les chaînes officielles de la Fédération algérienne de football (FAF). L'ancien capitaine de l'équipe algérienne s'est dit très fier et enthousiaste d'aborder un nouveau défi avec l'EN où il avait remporté une Coupe arabe en 2022 et disputé une finale du CHAN perdue contre le Sénégal au stade Nelson-Mandela de Baraki lors de la séance des tirs au but.

«On va former une équipe compétitive»

Pas du tout impressionné par les objectifs qu'on lui a assignés, le coach des locaux ne cache pas ses ambitions et se dit fier de retrouver la sélection après plus d'un an d'absence. Bougherra semble aussi animé d'une grande détermination pour bien accomplir sa mission. «Je suis venu aider en tant que sélectionneur des A'. J'ai eu l'expérience dans un club l'année dernière, mais c'est vrai que tous les défis de l'équipe nationale, ce ne sont pas les mêmes émotions, c'est une fierté, beaucoup plus de pression, donc ça m'a manqué. Tout le monde nous attend, il faudra faire meilleur, c'est-à-dire au moins aller en finale et gagner la Coupe arabe, on est tenant du titre, il faut la chercher», lance Bougherra d'emblée.

Concernant le prochain



L'entraîneur national des A' explique ses choix.

objectif qui attend ses joueurs avec notamment une qualification pour le prochain CHAN, et ce match barrage prévu contre la Gambie, Madjid Bougherra ne cache pas non plus la difficulté de la mission mais reste optimiste et, surtout, bien sur ses gardes. «C'est une compétition et un match de barrage qui est venu très rapidement, à la dernière minute, et par rapport au programme du championnat, c'est très difficile de faire des stages. On va s'adapter, on va essayer de trouver des solutions, former une équipe compétitive et préparer ce match», a-t-

il notamment confié. Revenant sur ses choix dans cette liste de 26 joueurs convoqués pour ce stage du mois de mars, effectué à Annaba, le driver de l'équipe nationale A' avoue qu'il a misé sur la cohésion dans certains compartiments en faisant appel à plusieurs joueurs d'une même équipe. Madjid Bougherra aborde aussi la concurrence qui existe dans ce groupe élargi de l'EN des locaux. «C'est vrai qu'il y a beaucoup de concurrence, il y a beaucoup de joueurs qui auraient pu être là. À certains postes, le niveau s'équivalait et on a essayé de faire la liste des

meilleurs actuellement, mais ça ne veut pas dire que la liste d'aujourd'hui sera celle de demain, parce qu'on part sur un match de barrage qui est très important. Ça demande de l'expérience, donc il faudra un mix de joueurs jeunes et expérimentés. On travaille en étroite collaboration avec le staff technique de l'équipe nationale A pour essayer de dénicher les oiseaux rares et former un réservoir de joueurs potentiellement sélectionnables», a déclaré l'ex-défenseur central des Verts.

«De tout cœur avec Menad et sa famille»

Enfin, avant de clore son entretien, Madjid Bougherra a tenu à rendre hommage à l'ancien baroudeur des Verts et l'une des anciennes gloires du football algérien Djamel Menad, qui est depuis quelques jours dans un état de santé préoccupant. Parti en Belgique pour se soigner, Menad est rentré au pays, il y a quelques jours, et son état de santé ne semble pas trop s'améliorer. Bougherra, très touché par la situation sanitaire de l'ex-joueur de la JSK, qui lutte contre sa maladie à Alger, a souhaité un prompt rétablissement à son ami. Madjid, très sensible à ce sujet, n'a pas omis, non plus, de montrer tout son soutien à la famille de Djamel Menad. «Je passe le bonjour à la famille de Djamel Menad et je lui souhaite un bon rétablissement, la patience, l'endurance, inch'Allah, on est de tout cœur avec lui. C'est un ancien joueur, c'est une légende. On ne l'oublie pas dans nos prières et Allah y chafih.»

M. A. K. A.

BOTSWANA-ALGÉRIE /ALGÉRIE-MOZAMBIQUE

Mobilis au rendez-vous avec les Verts



ATM Mobilis, sponsor officiel et partenaire exclusif des équipes nationales et de la Fédération algérienne de football, encourage l'équipe nationale, à la

vielle de leurs matchs comptant pour la cinquième et sixième journées des éliminatoires de la Coupe du monde, zone Afrique de la Fifa 2026. Après un départ réussi pour les Verts lors des matchs précédents, la sélection algérienne reprend la compétition des éliminatoires en disputant la cinquième journée à l'extérieur, en se rendant à Francistown pour y affronter le Botswana, le vendredi 21 mars, à 14h (heure algérienne), au stade Obed-Itani-Chilume, avant de recevoir le Mozambique, le mardi 25 mars, à 22h, au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi Ouzou, pour le compte de la sixième journée. Au terme de la 4e journée des qualifications du Mondial 2026 du groupe G, l'Algérie et le Mozambique occupent conjointement la pre-

mière place avec 9 points chacun, à trois points du Botswana, de la Guinée et de l'Ouganda, qui totalisent 6 points chacun, alors que la Somalie ferme la marche avec 0 point. À l'issue des dix journées, seul le premier de chaque groupe se qualifie pour la phase finale de la Coupe du monde 2026, prévue aux États-Unis, au Canada et au Mexique, tandis que les quatre meilleurs deuxièmes disputeront des matchs barrages. ATM Mobilis, la marque des champions, soutient les Guerriers du désert dans ce nouveau rendez-vous footballistique mondial. Bon match et bonne chance aux Verts.

Together we make the future
Dzayer Bladna wel Khedra Dialna

PUB

VENTE - REPARATION HARD / SOFT

32, Rue Ahmed Ouaked, Dely Ibrahim, Alger
Email : aili.fand83@gmail.com
Tél : 0 796 030 214

APPLE SOLUTION
DELY IBRAHIM

BRÈVES

CHAN-2024 :
ALGÉRIE-GAMBIE

Bougherra réunit ses joueurs

L'équipe nationale des joueurs locaux A' a effectué, mercredi soir, sa troisième séance d'entraînement sur le terrain principal du stade 19-Mai-1956 d'Annaba, dans le cadre de son stage préparatoire en vue de son match prévu en mai prochain face à son homologue gambienne pour le compte du dernier tour des barrages qualificatifs au Championnat d'Afrique des nations CHAN 2025, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel. Avant de se rendre au stade, le staff technique, dirigé par le sélectionneur national Madjid Bougherra, a tenu une réunion technique avec les joueurs dans la salle de conférences de l'hôtel. Pour la première fois depuis le début du stage, l'effectif était au complet, après l'intégration des joueurs qui s'étaient entraînés en solo lors des deux premières séances, précise la FAF. Les trois gardiens de but, Abderrahmane Medjadel, Tarek Bousder et Zakaria Bouhalfaya, ont suivi un programme spécifique sous la supervision de l'entraîneur des gardiens, Azzeddine Doukha. Enfin, les deux joueurs de l'USM Alger, Imadeddine Azzi et Mehdi Merghem, ont rejoint le groupe après avoir reçu l'aval du staff médical. La première manche contre la Gambie aura lieu entre le 2 et le 4 mai prochain à Banjul, alors le match retour se jouera une semaine plus tard à Alger (9-11 mai). En cas de qualification, l'Algérie sera versée dans le groupe C en phase finale, en compagnie de l'Ouganda, du Niger, de la Guinée, et l'autre qualifié du second barrage.

CRB

Un match de suspension pour Ramovic

Le CR Belouizdad a écopé d'un match à huis clos pour «utilisation et jets de fumigènes sur le terrain sans dommages physiques (3e infraction)», lors de sa rencontre face à l'USM Alger (1-1), comptant pour la 20e journée du Championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) mardi sur son site officiel. Le club algérois devra, en outre, s'acquitter d'une amende de 200 000 DA, a ajouté la LFP. De son côté, l'entraîneur en chef du CRB a écopé d'un match de suspension pour cumul de cartons (interdiction du terrain et de vestiaire), plus de 100 000 DA d'amende. La Commission de discipline a également suspendu Belaid Modjahed et Mohamed Hamdoud, respectivement préparateur physique et conseiller technique de l'USM Alger, jusqu'à leur audition pour la séance du jeudi. Le milieu de terrain de l'ES Mostaganem, Embarek Omar, a écopé d'un match de suspension ferme pour cumul de cartons.

M. A.

O.M.

Le maire de Marseille réclame des excuses du PSG



Les réactions autour des incidents dans les tribunes pendant PSG-OM, au Parc des Princes, n'en finissent plus. Après les insultes et les banderoles contre Adrien Rabiot, les politiques ont également pris position. Benoît Payan, le maire de Marseille, attend une réponse ferme de la Ligue de football professionnel et a demandé des comptes au PSG. «Quand on a vu ces banderoles, on était écœuré par la violence de ces attaques en dessous de la ceinture contre sa mère et son père qui est décédé. C'est tout sauf du sport, c'est tout sauf du supporterisme, c'est tout sauf du football et ça ne devrait pas exister. Le Paris Saint-Germain doit désormais s'excuser et surtout la Ligue doit prendre des sanctions, cela ne peut pas rester impuni. Ça a dépassé les bornes. On touche au sacré. Ça touche son intimité et son histoire personnelle, il n'y a plus de limite. Je ne peux pas l'accepter», a-t-il lâché sur les ondes de RMC.

JUVENTUS

La place de Thiago Motta se fragilise encore

La situation de Thiago Motta à la Juventus est définitivement fragile. Malgré le soutien du club, les mauvaises performances récentes, notamment les derniers 7 buts encaissés en deux matchs face à Atalanta et la Fiorentina, ont mis l'entraîneur sous pression. Le match contre le Genoa, son ancienne équipe, qui se déroulera le 29 mars prochain, est désormais décisif. Une défaite pourrait entraîner son limogeage, avec des entraîneurs comme Tudor ou Mancini dans les starting-blocks. La Juventus considère que la qualification pour la Ligue des Champions est essentielle. En cas d'échec, le licenciement de Motta coûterait environ 15 millions d'euros, un montant important, mais supportable. Cependant, l'absence de qualification pour la C1 aurait un impact financier bien plus grave pour le club, qui mise sur cette compétition pour sa stabilité économique.



MANCHESTER UNITED

La révélation de Rooney sur sa relation avec Ferguson

Wayne Rooney a fait une révélation pour le moins insolite : l'Anglais a expliqué que Sir Alex Ferguson lui envoie systématiquement un message, chaque fois qu'il est licencié d'un poste d'entraîneur. L'ancien attaquant de Manchester United a connu de nombreux échecs successifs sur les bancs de Derby County, D.C. United, Birmingham et Plymouth Argyle, qui l'a démis de ses fonctions en fin d'année 2024. C'est sur le podcast *Stick to Football* que le technicien de 39 ans a raconté cette histoire : « Chaque fois que je suis licencié d'un poste d'entraîneur, je reçois un message de Sir Alex Ferguson. » Depuis la fin de sa carrière de joueur, Rooney peine à s'imposer en tant que coach. Après des débuts prometteurs à Derby, il a enchaîné des expériences infructueuses, notamment à Birmingham où il n'a récolté qu'un point en cinq matchs avant d'être remercié après trois mois.

PREMIER LEAGUE

Arsenal veut s'offrir Nico Williams

Révélation de l'Euro 2024 avec l'Espagne, Nico Williams enflamme toute l'Europe depuis deux ans, brillant sur toutes les scènes avec son club de l'Athletic Bilbao. S'il a récemment clamé son amour pour l'équipe qui l'a formé, et refusé de signer au Barça lors du dernier mercato estival, l'attaquant est toujours sur la short-list de nombreux clubs, à commencer par les Gunners de Mikel Arteta. En effet, selon *Bild*, Arsenal aurait pris contact avec les représentants de Nico Williams au sujet d'un transfert potentiel dans ce qui pourrait être l'un des coups de maître de l'été. Les Gunners cherchent à renforcer leurs rangs offensifs avant la saison prochaine, après avoir vu une pénurie d'attaquants faire dérailler leur course au titre cette saison. Le coût du transfert oscillerait entre 60 et 80 millions d'euros, mais d'autres clubs comme le Bayern ont, eux aussi, entamé les négociations...

CARABAO CUP

Le jackpot pour Eddie Howe

56 ans après leur dernier sacre, Newcastle a enfin pu rouvrir son armoire à trophées pour y ajouter un petit nouveau. En effet, les Magpies ont écarté Liverpool au terme d'une finale maîtrisée pour remporter la Carabao Cup ce samedi (2-1). Une victoire qui compte pour l'entraîneur Eddie Howe, qui est devenu le premier Anglais depuis Harry Redknapp en 2008 à remporter un trophée national, et qui pourrait décrocher le jackpot après ses performances. En effet, si, en plus de ce titre, il parvient à hisser Newcastle dans le top 4 de Premier League, qualificatif pour la Ligue des Champions, il bénéficiera d'une augmentation de salaire de 50%, touchant ainsi plus de 10 millions d'euros annuels. De quoi dissuader les velléités de la Fédération anglaise, qui voulait faire de lui son nouveau sélectionneur avant de se rabattre sur Thomas Tuchel.



FC BARCELONE

La terrible nouvelle se confirme pour Casado



Blessés, Iñigo Martínez et Marc Casado resteront sur la touche lors de cette trêve internationale. Lundi matin, par le biais d'un communi-

qué, le FC Barcelone a d'ailleurs donné des nouvelles de son milieu de terrain. «Les examens effectués ce matin ont montré que le joueur de l'équipe première, Marc Casado, souffre d'une lésion ligamentaire au genou droit. D'autres tests sont en cours pour déterminer l'étendue exacte de la blessure et le traitement à suivre», a précisé le Barça. Et ce mardi, le FC Barcelone a confirmé son absence pendant les deux prochains mois. «Ce matin, des examens complémentaires ont été effectués sur le joueur de l'équipe première, Marc Casadó, confirmant une déchirure partielle du ligament collatéral latéral du genou droit. Il suivra un traitement conservateur et devrait être absent pendant environ deux mois», est-il indiqué. Un terrible coup dur pour le joueur.

CONTRIBUTION

19 MARS 1962

Retour sur des négociations historiques

■ AHMED LAGRAA*

La délégation algérienne était conduite par le regretté Krim Belkacem, représentant le FLN, vice-président, ministre de l'Intérieur dans le 3e Gouvernement provisoire de la République algérienne, dirigé par Ben Youcef Ben Khedda. Les représentants français étaient sous la direction de Louis Joxe, ministre dans l'Exécutif de Louis Debré. Des négociations secrètes ont débuté aux Rousses (frontière suisse) puis poursuivies, à partir du 7 mars 1962, à Evian-les-Bains. Ces pourparlers ont abouti à la signature des accords (au pluriel) le 18 mars 1962 entre les parties algérienne et française. De ces accords, des résolutions fondamentales ont pesé sur des faits historiques importants de l'Algérie. Un cessez-le-feu est décrété sur tout le territoire de la République algérienne à partir du 19 mars 1962 à midi (12h). Il met fin à la lutte armée de Libération nationale, déclenchée le 1er novembre 1954 au 19 mars 1962 (soit sept ans et demi), après 132 ans du joug colonial français en Algérie ; et affirme la souveraineté algérienne sur les trois départements : Alger, Oran, Constantine et les territoires militaires du sud-est, les Oasis et du sud-ouest, la Saoura, dans la plénitude de ses frontières intangibles, tracées et reconnues internationalement.

Notons qu'une politique de colonies de peuplement, à l'instar des Amériques, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Palestine et de l'Afrique du Sud avait été menée dans les trois départements du nord du pays : Alger, Oran et Constantine alors que le Sud était sous administration militaire. Seule l'Algérie a échappé à la dépossession de ses terres au détriment des autochtones. Ceci dit, pour bien com-



La délégation algérienne qui a négocié les accords.

prendre ce résultat politique irréversible, il faut reprendre l'analyse de la situation antérieure, c'est-à-dire à compter de faits inédits.

1- Le FLN a décidé le transfert de la lutte armée en France. Cette approche met en danger la sécurité des Français, crée l'instabilité et procède à la mise en cause de l'ordre public.

2- Le putsch raté des généraux français en Algérie.

En effet, il est impensable que l'armée française viendrait un jour mettre en cause une décision du pouvoir civil, issu d'une élection démocratique, émanation de la volonté du peuple français, souverain (dans la plupart des gouvernements de la Ve République la charge du ministère de la Défense nationale est confiée à une femme).

Le 22 avril 1961, un quarteron de généraux (Challe, Jouhaud, Salan et Zeller), ainsi qualifié par De Gaulle, chef de l'État français, ont cru tenter de dévier le cours de l'histoire, destin irréversible de l'Algérie, pour maintenir l'Algérie dans le giron français, suite au référendum du 8 janvier 1961, tenu en France et en Algérie, accordant la confiance à la ligne tracée par le général De Gaulle pour une

Le 22 avril 1961, un quarteron de généraux (Challe, Jouhaud, Salan et Zeller), ainsi qualifié par De Gaulle, chef de l'État français, ont cru tenter de dévier le cours de l'Histoire, destin irréversible de l'Algérie...

solution juste et rapide du conflit. L'échec de cette tentative des chefs militaires français a été implacable. Par ailleurs, la direction politique du FLN a exigé pour toute reprise de contact une seule et unique condition préalable, la question du Sahara comme partie indissociable de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale. Ainsi, des rencontres préliminaires ont eu lieu entre, d'une part, Pompidou, Bruno de Leusse avec Boumendjel et Boulahrouf à Lucarne, le 20 février 1961, puis à Neuchâtel, le 5 mars 1961. Mais les véritables pourparlers ont débuté à Évian dans une atmosphère d'un pénible événement puisque le 31 mars 1961, le maire de la ville d'Évian a été assassiné. Cette atmosphère,

teintée d'un immense espoir de la fin de ce conflit, a amené l'instance politique algérienne à désigner, en août 1961, un nouveau Gouvernement provisoire de la République algérienne, à sa tête Ben Youcef Ben Khedda, pour mener les négociations avec la partie française. Alors que les événements connaissent une accélération inattendue dans la bonne direction empruntée par les deux parties, un épisode sanglant va noircir le tableau. En effet, la communauté nationale établie en France, et particulièrement à Paris, va manifester le 17 octobre 1961 pour dénoncer le couvre-feu imposé aux Algériens par le préfet de la capitale française, Maurice Papon. Ces marches pacifiques de nos émigrés vont se dérouler tout le long du fleuve parisien, la Seine. Les forces, sur ordre de Papon, vont user d'une riposte sanglante en jetant les manifestants dans le fleuve parisien. Cette situation sanglante conclut à un message à deux volets : au FLN, un soutien indéfectible du peuple algérien ; et au général De Gaulle, l'hostilité de la communauté des colons en Algérie à sa conduite dans le processus de la fin de ce conflit par l'abandon

de l'Algérie française.

Mais les deux parties, française et algérienne, vont consacrer leurs efforts à mener à bien leurs missions respectives. Leur détermination à aboutir à une solution mettant fin à une atroce et cruelle confrontation va enfin sceller les accords dits d'Évian le soir du 18 mars 1962, pour annoncer la fin officielle d'un conflit meurtrier par un sacrifice édifant d'un million et demi de martyrs algériens, un cessez-le-feu entrant en vigueur le 19 mars 1962, à midi, débouchant sur l'indépendance, proclamée par la partie algérienne à compter du 5 juillet 1962, après un référendum d'autodétermination du peuple algérien et consacrant le recouvrement de la souveraineté algérienne dans le cadre de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale dans ses frontières intangibles, reconnues internationalement. En réalité, toutes les rencontres algéro-françaises ont à chaque fois été bloquées par la question épineuse du Sahara. Les Français ont accepté l'indépendance de l'Algérie, constituée par les trois départements d'Alger d'Oran et de Constantine (l'Algérie du Nord, colonies de peuplement, gérées sous régime presque identique à un apartheid), et le Sud, sous l'autorité militaire, constitué par les deux contrastes géographiques distincts que sont les Oasis à l'est et la Saoura à l'ouest, qualifiées administrativement de Territoires militaires du Sud. La France a reconnu l'indépendance de l'Algérie le 3 juillet 1962, parue au *Journal officiel* de la République française. Gloire à nos chouhada.

A. L.

* Moudjahid et fils de moudjahid

BOUIRA

Une célébration à la hauteur de l'évènement

L'AMÉLIORATION de la mobilité et de la fluidité de la circulation ont marqué la journée.

■ ALI DOUIDI

C'est la règle chez les autorités de la wilaya d'aller célébrer chaque fois une fête nationale dans le chef-lieu d'une commune différente. Cela a commencé, il y a longtemps, et cela se poursuit toujours au rythme des journées de commémoration. Mercredi dernier c'était au tour d'Aïn El Hadjar de célébrer la journée de la Victoire qui tombe le 19 mars.

Grand tralala, ce matin, dans cette localité qui est à moins de 10 km à l'ouest de Bouira, où la majorité des gens dormaient encore. La diffusion de chants patriotiques, la marche au pas d'un peloton de gendarmes et d'agents de la Protection civile étaient censés saluer une aube nouvelle : la victoire du courage, le sens du devoir et du sacrifice sur la barbarie. Cette commune qui a souffert du colonialisme et tout particulièrement de la double décennie noire,

s'est remise peu à peu de son traumatisme, connaissant grâce aux nombreux programmes de développement un essor rapide.

Cette victoire sur le colonialisme ne prendrait son sens que si elle est suivie par d'autres victoires tout aussi éclatantes, bien que sur d'autres plans. Il s'est rendu, ensuite, au chahid qui attendait un signe de lui pour entamer ses travaux, à la sortie nord du village. Le projet qui a requis une enveloppe financière de près de 42 milliards consiste en des travaux de réfection sur 3,5 km sur la RN22 qui relie Aïn El Hadjar à Djebahia, longue, elle sur 21 km.

De là, il a pris la direction du stade qui porte le nom d'un autre chahid, fraîchement recouvert de gazon synthétique. Le wali qui a constaté des insuffisances a présenté un court aperçu sur la situation : réalisation de 28 stades et 34 terrains de proximité pour un montant de 170 milliards. Le premier responsable a écouté des citoyens d'Ouled Mhaya

qui se plaignaient d'une crise d'eau et du ravalement du CW6, suite au tremblement de terre qui a secoué la wilaya, bien que l'épicentre soit situé à El Mouhoub, dans la wilaya de Médéa.

Au niveau d'Aïn Bessem, il a inauguré un projet portant entretien et revêtement de deux portions (l'un de 2,3 km, et l'autre de 7,5 km), de la RN25 qui relie Aïn Bessem, à Djebahia sur une distance de 45 km. L'objectif, selon le premier responsable de la wilaya est de diminuer la pression sur d'autres axes et sur la ville de Aïn Bessem qui en subit les conséquences.

À Sour El Ghoulane, il a inspecté le projet de double voie de la RN8 qui va de l'ancienne Auzia à Sidi Aïssa dans la wilaya de M'sila et qui connaît un taux d'achèvement estimé à 52%. La livraison du projet dont 17 km sont déjà réalisés est prévue le 31 juillet prochain. Cette première tranche consiste en travaux de dédoublement et d'assainissement sur la RN8. La seconde tranche sera consacrée

prochainement au transport du gaz, de l'électricité et de l'eau vers la zone industrielle de Dirah.

À Hadjr Zerga, aux confins de la wilaya, c'est le CW 13, d'une longueur de 6 km qui a retenu l'attention du wali. Les travaux sur une portion de 4 km ont été livrés en 2023. Le reste le sera dans 6 mois. Le projet en question a demandé une enveloppe estimée à plus de 9 millions de dinars. L'amélioration de la mobilité et de la fluidité de la circulation ont été évoquées en l'occurrence. Cette visite qui s'inscrivait dans le cadre de cette journée de commémoration a permis au wali de conjuguer le devoir de mémoire, développement économique et préoccupations des citoyens.

Partout où il s'est accordé une halte, il s'est entretenu avec eux autour de leurs problèmes et donné aux directeurs d'exécutif des instructions fermes pour leur prise en charge totale.

A.D.

TUNISIE

Le président Saïed nomme Sarra Zaafrani Zenzri cheffe du gouvernement

DANS une vidéo précédant l'annonce du changement, le président Saïed a estimé qu'«il (était) temps que tout dirigeant soit entièrement tenu pour responsable, quel que soit son poste». «Finis les abus envers les citoyens», a-t-il ajouté.

Le président tunisien, Kais Saïed, a décidé de remercier, dans la nuit de jeudi à vendredi, le chef du gouvernement, Kamel Madouri, un technocrate nommé en août dernier, lors d'un vaste remaniement. Il a désigné à sa place la ministre de l'Équipement. Sarra Zaafrani Zenzri, ingénieure en génie civil à la tête du ministère de l'Équipement depuis 2021, a donc succédé à Madouri, la composition du gouvernement ayant été reconduite, selon le communiqué de la présidence. Kais Saïed s'était montré critique, depuis quelques semaines, de l'action du gouvernement. La Tunisie traverse de graves difficultés économiques et financières, avec une croissance réduite de 0,4% en 2024, un taux de chômage de 16% et une dette équivalente à environ 80% de son Produit intérieur brut (PIB). Mme Zaafrani, 62 ans, maîtrisant l'arabe, le français, l'anglais et l'allemand, est la deuxième femme nommée à ce poste, en Tunisie, après Najla Bouden, qui l'avait occupé d'octobre 2021 à août 2023. Mme Bouden avait été écartée suite à une période de pénuries, en particulier celle du pain dans les boulangeries subventionnées, et remplacée par un ancien cadre de la Banque centrale, Ahmed Hachani, lui-même remercié l'été dernier. Jusqu'à sa nomination comme ministre de l'Équipement en 2021, Mme Zaafrani, titulaire également d'un master en géotechnique obtenu en Allemagne, a dirigé, à partir de 2009, au sein du même ministère, la division chargée



Sarra Zaafrani, 62 ans, est la deuxième femme à diriger le gouvernement en Tunisie après Najla Bouden.

de la construction des autoroutes, où elle négociait notamment avec les bailleurs de fonds. Salah Zouari a été nommé ministre de l'Équipement et de l'Habitat. Le 6 février, le président Saïed avait limogé la ministre des Finances Sihem Boughdiri Nemsia, remplacée par la magistrate Michket Slama Khaldi. Dans une vidéo précédant l'annonce du changement de chef du gouvernement, il a estimé qu'«il (était) temps que tout dirigeant soit entièrement tenu pour responsable (de ses actes, ndlr), quel que soit son poste». «Finis les abus envers les citoyens», a-t-il ajouté, selon la vidéo où il présidait une réunion du Conseil de sécurité nationale, comprenant plusieurs ministres et responsables sécuritaires. Le président dispose de pleins pouvoirs lui permettant de révoquer ministres, patrons d'entreprises publiques (une centaine en Tunisie dans les secteurs clés de l'économie) et magistrats. En août 2024, il avait procédé à un vaste remanie-

ment, lors duquel il avait désigné Madouri, ancien haut fonctionnaire spécialiste des affaires sociales. Il avait aussi nommé 19 nouveaux ministres, justifiant la décision par «l'intérêt suprême de l'État» et des impératifs de «sûreté nationale». Le limogeage du Premier ministre intervient dans un climat politique particulier. À l'été 2021, Kais Saïed

avait limogé le Premier ministre et gelé le Parlement. Il a, depuis, révisé la Constitution pour réinstaurer un régime présidentiel. Kais Saïed a été réélu le 6 octobre 2024 à une écrasante majorité des voix (plus de 90%). Très proche de l'Algérie voisine, qui soutient la Tunisie par des crédits et des envois d'hydrocarbures à prix d'ami, Saïed a rompu, il y a plus d'un an, des négociations entamées avec le Fonds monétaire international (FMI) qui avait proposé un prêt de 2 milliards de dollars en échange d'une série de réformes, notamment dans les subventions étatiques aux produits énergétiques.

Le FMI avait posé des conditions drastiques alors que le pays était confronté à une crise socio-économique aiguë mais le président Saïed avait rejeté une «atteinte intolérable à la souveraineté» de la Tunisie.

C. B. (avec agence)

69^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE LA TUNISIE

Tebboune présente ses vœux à Kais Saïed

Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a présenté ses vœux par téléphone, jeudi dernier, au président de la République tunisienne, pays frère, Kais Saïed, à l'occasion de la célébration par le peuple tunisien frère du 69^e anniversaire de l'indépendance, indique un communiqué de la présidence de la République. «Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a présenté ses vœux par téléphone, jeudi, à son frère le président de la République tunisienne, pays frère, Kais Saïed, à l'occasion de la célébration par le peuple tunisien frère du 69^e anniversaire de l'indépendance», lit-on dans le communiqué. Après s'être félicités de «l'excellent niveau des relations atteint par les deux pays au cours des dernières années», les deux Présidents ont «échangé les vœux à l'occasion du mois sacré et souhaité aux peuples algérien et tunisien frères davantage de prospérité et de bien-être». Le président de la République a également présenté à son frère le président tunisien «ses sincères condoléances suite au décès de l'un de ses proches», conclut la même source.

SECOUÉE PAR TRUMP

L'Europe change de ton et de braquet

Il y a un mois, le premier appel téléphonique entre Donald Trump et Vladimir Poutine envoyait un message clair au-dessus de l'Atlantique: les États-Unis ne seront peut-être pas éternellement présents pour protéger l'Europe face à une Russie agressive. L'Europe a depuis été au cœur d'un tourbillon d'initiatives diplomatiques, jonglant avec les alliances et réécrivant des règles qui semblaient gravées dans le marbre. Une réactivité qui n'a pas toujours été associée à l'image du Vieux Continent. «L'arrivée de l'administration Trump a donné un coup d'accélérateur à l'histoire et a concentré les esprits sur ce qui doit être fait», résume Ian Lesser, du groupe de réflexion German Marshall Fund. Voici un aperçu des changements en cours — et de ceux qui pourraient se profiler — alors que l'UE organisait jeudi son troisième sommet de chefs d'État en six semaines. De Paris à Londres en passant par Bruxelles, la frénésie diplomatique déclenchée par la main tendue de la Maison-Blanche au Kremlin sur l'Ukraine a rebattu les cartes. Une avalanche de réunions ont réuni des sous-groupes de pays à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Et lorsque le bloc européen s'est retrouvé de façon formelle, des partenaires tels que la Grande-Bretagne au

Canada ont été tenus informés, comme ils le seront à nouveau cette semaine. En plusieurs occasions, le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, s'est joint à eux, déterminé à jouer un rôle de facilitateur avec le nouveau pouvoir à Washington. Ces formats changeants sont aussi une réponse au défi posé par Viktor Orban, qui revendique sa proximité avec Trump comme avec Poutine et qui a, à plusieurs reprises, tenté de bloquer les initiatives européennes sur l'Ukraine. Pour la deuxième fois de suite, les dirigeants s'apprentent à se mettre d'accord cette semaine à Bruxelles sur une déclaration à 26 pour contourner ce qu'un haut fonctionnaire de l'UE qualifie de «divergence stratégique» avec le Premier ministre hongrois. De la grande tente au cercle restreint, cette flexibilité des formats reflète la nouvelle coalition qui émerge autour de l'Ukraine, mais aussi la difficulté de renforcer de manière significative les capacités de défense de l'Europe. «Il est clair qu'une Europe qui prend la défense plus au sérieux, mais aussi qui l'envisage de façon autonome, va vouloir inclure de nouveaux acteurs tels que le Royaume-Uni, la Norvège mais aussi la Turquie», explique Ian Lesser, qui voit également dans les grandes manœuvres en cours l'occasion de faire émerger un

«pôle européen plus fort» au sein de l'Otan. Le mouvement du Royaume-Uni vers l'Europe est l'une des conséquences les plus spectaculaires du désengagement annoncé de l'Amérique, au moment où les tentatives de «Reset» post-Brexit peinent à se concrétiser, tant les vieilles rancunes tenaces ressurgissent régulièrement entre Londres et certaines capitales européennes. Mais le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est imposé comme un acteur central des efforts européens pour tenter de garder Washington impliqué dans le dossier ukrainien, sécuriser un cessez-le-feu acceptable pour Kiev et prendre à bras-le-corps la question de la sécurité du continent. La perspective de perdre la protection des États-Unis a également déclenché un petit séisme sur un sujet longtemps sacro saint: les règles encadrant les déficits budgétaires au sein de l'UE. Bruxelles souhaite désormais que ces règles fiscales soient suspendues pendant quatre ans avec, comme objectif affiché, une augmentation des dépenses de défense de 650 milliards d'euros. Signe des temps: cette initiative, qui aurait, il y a quelques mois encore, provoqué de vigoureuses protestations dans nombre de capitales européennes, a été très bien accueillie.

PLAN ARABE POUR LA RECONSTRUCTION DE GHAZA

Macron en visite d'État en Égypte les 7 et 8 avril

Le président français Emmanuel Macron a annoncé jeudi soir à Bruxelles qu'il se rendra en Égypte les 7 et 8 avril, où il échangera notamment sur le plan arabe pour la reconstruction de Ghaza. «Je me rendrai en Égypte pour une visite d'État les 7 et 8 avril prochain où j'aurai une session dédiée à ce sujet», a-t-il déclaré à la presse à l'issue du sommet européen. «Nous défendons un cessez-le-feu qui est indispensable» à Ghaza après la reprise des frappes israéliennes, «la libération de tous les otages par le Hamas qui est une nécessité et une solution politique à deux États», palestinien et israélien, a expliqué le chef de l'État. «Le plan pour Ghaza qui a été fait par les États arabes est un élément que nous soutenons», a-t-il assuré. L'initiative arabe se veut une réponse au plan du président américain Donald Trump qui prévoit de prendre le contrôle du territoire palestinien et d'en expulser ses habitants. Préparé par l'Égypte, elle prévoit de reconstruire la bande de Ghaza, détruite par 15 mois d'agression barbare sioniste, sans déplacer ses 2,4 millions d'habitants. Le plan met de facto à l'écart le Hamas et prévoit un retour de l'Autorité palestinienne, chassée du territoire en 2007 par le mouvement islamiste. Il a toutefois été rejeté par l'entité sioniste qui poursuit sa politique génocidaire et expansionniste et critiqué par les États-Unis. La France doit de son côté coprésider avec l'Arabie saoudite en juin aux Nations unies une conférence pour relancer la solution à deux États.

UKRAINE

Les chefs militaires d'une trentaine de pays réunis au Royaume-Uni

Les chefs d'état-major d'une trentaine de pays prêts à contribuer à des garanties de sécurité pour l'Ukraine se réunissent jeudi au Royaume-Uni pour discuter d'un plan de maintien de la paix en cas de cessez-le-feu avec la Russie. Le Premier ministre britannique Keir Starmer, qui s'efforce de constituer une «coalition de pays volontaires» prêts à contribuer d'une façon ou d'une autre, doit s'adresser aux responsables militaires. Il avait indiqué samedi lors d'un sommet virtuel d'une trentaine de dirigeants - européens, d'Ukraine, de Turquie, du Canada, d'Australie - que la réunion de jeudi serait consacrée à la «phase opérationnelle» de leur plan de maintien de la paix en cas de cessez-le-feu. Cette réunion se tient alors que le président russe Vladimir Poutine a posé comme condition à tout cessez-le-feu l'arrêt de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine. La Russie a aussi rejeté l'idée d'une présence de troupes étrangères en Ukraine dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu. Keir Starmer et Emmanuel Macron tentent de mettre en place cette coalition depuis que le président américain Donald Trump a ouvert des discussions directes avec la Russie le mois dernier dans le but de mettre un terme à trois ans de guerre. Les dirigeants britannique et français veulent mettre en place des garanties de sécurité avec un soutien américain. Lors de l'appel téléphonique mardi avec son homologue américain, le président russe a accepté d'arrêter les frappes sur les infrastructures énergétiques en Ukraine pour 30 jours, mais ne s'est pas engagé à un cessez-le-feu total. Il a exigé la fin du «réarmement» de l'Ukraine et l'arrêt de l'aide occidentale à Kiev. Selon le gouvernement britannique, un «nombre significatif» de pays sont disposés à faire de même. Toujours selon Londres, plus de 30 pays sont prêts à contribuer à cette «coalition de pays volontaires».

AGRESSIONS SIONISTES JEUDI À GHAZA

La Défense civile fait état de 10 martyrs

L'ARMÉE SIONISTE a en outre mené mercredi de nouvelles frappes aériennes, qui ont coûté la vie à 14 membres d'une même famille à Beit Lahia dans le nord de Ghaza, selon la Défense civile.

La Défense civile dans la bande de Ghaza a fait état de 10 martyrs et plusieurs blessés tôt, jeudi matin, dans des frappes sionistes sur le territoire palestinien après une reprise massive des bombardements dans la nuit de lundi à mardi. « Au moins 10 civils ont été tués et des dizaines d'autres blessés dans des frappes aériennes israéliennes qui ont visé six maisons à l'est de Khan Younès, dans le sud de la bande de Ghaza, tôt jeudi matin », a déclaré

Le porte-parole de la Défense civile, Mahmoud Bassal. Mercredi, la Défense civile avait recensé au moins 470 morts depuis la reprise des bombardements massifs dans la nuit de lundi à mardi. Fuyant les tirs dans le nord du territoire palestinien assiégé et dévasté, des familles plusieurs fois déplacées pendant l'agression barbare ont repris le chemin de l'exode.

Le Hamas a accusé Israël de chercher à « torpiller » l'accord de trêve entré en vigueur le 19 janvier après quinze mois d'agression génocidaire sioniste à Ghaza. Alors que les craintes d'une reprise de la guerre s'amplifient, le mouvement palestinien a affirmé rester ouvert aux négociations indirectes avec Israël sur les modalités de la poursuite de l'accord de trêve, en réitérant des exigences déjà rejetées par le gouvernement israélien. Fort du soutien de l'allié américain, le gouvernement Netanyahu a prétendu que la reprise des opérations militaires à Ghaza était « indispensable » pour assurer la libération des prisonniers encore aux mains du Hamas. Le ministre sioniste de la Défense, Israël Katz, a adressé aux Ghazaouis une nouvelle menace exigeant qu'ils libèrent les prisonniers



Des Palestiniens fuyaient Beit Lahya, hier, pendant les attaques barbares sionistes.

et se « débarrassent » du Hamas qui a pris le pouvoir à Ghaza en 2007. 58 restent retenus à Ghaza dont 34 sont déclarés morts par l'armée sioniste. Et Netanyahu a déclaré que toute négociation pour leur libération se déroulerait désormais « sous le feu ».

L'armée sioniste a en outre mené mercredi de nouvelles frappes aériennes, qui ont coûté la vie à 14 membres d'une même famille à Beit Lahia dans le nord de Ghaza, selon la Défense civile. Au moins 13 Palestiniens ont péri dans des frappes ailleurs dans le territoire palestinien, selon le ministère de la Santé. Le Bureau de l'ONU pour les services d'appui au projet (Unops) a annoncé la mort « d'un collègue tué dans un local de l'Unops à Deir al-Balah. Un engin explosif a été largué ou tiré sur (le bâtiment) et a explosé à l'intérieur ». Cinq autres employés ont été blessés selon l'ONU. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réclamé une « enquête com-

plète ». Dans le nord de Ghaza, hommes, femmes et enfants ont fui plus au sud au milieu des décombres, à pied ou entassés dans des charrettes, emportant matelas de mousse, bassines en plastique ou tentes.

Mardi, l'entité sioniste a lancé sur Ghaza ses frappes les plus meurtrières depuis l'entrée en vigueur de l'accord de trêve le 19 janvier, et Netanyahu a dit qu'elles n'étaient « que le début ». Mais il est lui-même sous pression en Israël. À El Qods occupé, des milliers de personnes ont manifesté en l'accusant de poursuivre la guerre au mépris du sort des prisonniers. « Nous avons tous été pris en otage par un gouvernement sanguinaire », ont scandé certains manifestants, d'autres appelant à la démission du Premier ministre. Même si le Hamas a affirmé ne pas « refermer la porte des négociations », il a réitéré ses exigences de commencer la seconde phase des négociations prévues par l'accord de

trêve. La première phase de la trêve, qui a expiré le 1er mars, a permis le retour en Israël de 33 prisonniers, dont huit morts, et la libération d'environ 1 800 détenus palestiniens. Depuis, les négociations menées par l'intermédiaire du Qatar, des États-Unis et de l'Égypte, n'ont pas progressé. Le Hamas veut passer à la deuxième phase de l'accord, qui prévoit un cessez-le-feu permanent, le retrait israélien de Ghaza, la réouverture des points de passage pour l'aide humanitaire et la libération des derniers prisonniers sionistes. Le gouvernement Netanyahu souhaite lui une extension de la première phase jusqu'à mi-avril et réclame, pour passer à la deuxième, la « démilitarisation » de Ghaza et le départ du Hamas. Comme moyens de chantage, Israël a déjà bloqué l'entrée de l'aide humanitaire à Ghaza et coupé l'électricité dans ce territoire pauvre où s'entassent quelque 2,4 millions de Palestiniens.

GHAZA, CISJORDANIE

La France « opposée à toute forme d'annexion »

Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a rappelé, hier, que la France était « opposée à toute forme d'annexion » de la Cisjordanie ou de Ghaza, peu après l'ordre donné par le ministre sioniste de la Défense de « saisir davantage de territoire à Ghaza » qui pourra être « annexé ». « La France est opposée à toute forme d'annexion, qu'elle concerne la Cisjordanie ou qu'elle concerne Gaza », a déclaré Barrot lors d'un point presse en marge d'un déplacement à Dijon (centre-est de la France). « Nous avons une vision très claire de ce que doit être l'avenir de la région », a répondu Barrot. « C'est une solution à deux États qui vivent en paix côte à côte, avec des reconnaissances réciproques et des garanties de sécurité. C'est la seule voie pour que la paix et la stabilité s'installent durablement dans la région », a-t-il ajouté.

AVEC L'UKRAINE

Trump prévoit de signer « très rapidement » un accord sur les minerais

Les États-Unis vont signer « très rapidement » un accord avec l'Ukraine sur les minerais et les terres rares, très convoités par Washington, a annoncé jeudi Donald Trump. « Nous sommes en train de signer des accords pour libérer des minerais, des terres rares et plein d'autres choses dans plusieurs endroits à travers le monde, y compris l'Ukraine », a déclaré le président américain lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche. « Une des choses que nous allons faire très rapidement est de conclure un accord concernant les terres rares de l'Ukraine, qui ont une valeur incroyable », a-t-il ajouté. Le milliardaire républicain a également déclaré vouloir accroître la production de minerais critiques aux États-Unis. « J'ai également signé un décret présidentiel pour augmenter drastiquement la production de minerais importants et de terres rares. C'est quelque chose d'important dans ce pays », a-t-il lancé. Un tel accord donnerait aux États-Unis un « intérêt direct » à protéger l'Ukraine, a insisté la semaine dernière le secrétaire d'État américain Marco Rubio. L'Ukraine concentre à elle-seule quelque 5% des ressources minières mondiales, mais toutes ne sont pas exploitées ou facilement exploitables. Elle se place en 40e position des pays producteurs de minerais, toutes catégories confondues (charbon inclus), selon l'édition 2024 de la publication de référence *World Mining Data*. Elle n'est pas spécialement connue pour ses réserves de terres rares, une catégorie très spécifique de 17 métaux indispensables à l'économie mondiale (écrans, drones, éoliennes, moteurs électriques...).

PERSPECTIVE

■ CHAABANE BENSACI

C'est un nouvel acte de rupture, en Afrique, avec la France. Vingt-quatre heures seulement après le Niger et le Burkina, ses partenaires au sein de l'Alliance des États du Sahel (AES), le Mali a, à son tour, annoncé son départ de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). « Le Mali ne peut demeurer membre d'une organisation aux agissements incompatibles avec les principes constitutionnels (...) fondés sur la souveraineté de l'État », a expliqué le ministre des Affaires étrangères dans un communiqué adressé sous forme de lettre au ministère des Affaires étrangères français. C'est un nouveau pas franchi après celui de la rupture avec la Cédéao qui avait menacé Niamey d'une intervention militaire au moment du putsch qui a renversé l'ex-président

LE TOGO FRAPPE À LA PORTE DE L'ALLIANCE DES ÉTATS DU SAHEL

Le radeau de l'OIF en pleine tempête

Bazoum. Les trois pays sont d'autant plus en relief qu'ils faisaient partie des premiers membres fondateurs de cette organisation créée à Niamey en 1970. C'est dire si le coup est sévère mais il est parfaitement justifié par le communiqué conjoint de leurs MAE soulignant que l'OIF, « au lieu de les accompagner dans la réalisation des objectifs légitimes de leurs peuples, (...) s'est illustrée par l'application sélective de sanctions sur la base de considérations géopolitiques et le mépris pour leur souveraineté ».

Le mot était lâché qui met en exergue la ferme volonté des trois pays de l'AES non seulement de revendiquer leur souveraineté, mais d'en faire le dogme de leur relation avec l'ancienne puissance coloniale, trop ancrée dans les réflexes ataviques de la domination d'antan. Tous trois condamnent de ce fait « un instrument politique

télégué » qui n'aurait d'autre but que de maintenir la dépendance vis-à-vis de la France, même si ses forces militaires ont été contraintes d'évacuer les bases dans leurs territoires et même au-delà dans la région sahélienne, puisque le Tchad, le Sénégal et même la Côte d'Ivoire ont adhéré à la démarche souverainiste. L'OIF avait ainsi suspendu les trois pays de l'AES au lendemain des coups d'État qui ont radicalement changé la donne, malgré ou sinon à cause d'une crise sécuritaire, politique et économique persistante.

Après avoir mis fin aux accords militaires les liant à la France, ils ont opté pour une coopération avec la Russie, tout en procédant à un toilettage des rues et places de leur capitale et de leurs villes, rebaptisées durant l'année écoulée après avoir longtemps témoigné de l'histoire coloniale dans une région sahélienne où le vent de la révolte souf-

fle de plus en plus fort. Le Mali où la langue française était seule langue officielle depuis l'indépendance, en 1960, l'a rétrogradée au rang de langue de travail et il a promu les langues traditionnelles devenues officielles à leur tour. Les bouleversements qui se succèdent dans ces États sont observés avec attention par les autres pays membres de la Cédéao. C'est ainsi qu'après le Sénégal qui a affirmé sa volonté panafricaniste et donc l'exigence de souveraineté, c'est au tour du Togo de ne plus faire mystère de son intention d'intégrer l'Alliance des États du Sahel, avec tout ce que cela implique en terme de changement de cap. Son MAE l'a affirmé ces derniers jours, assurant que l'adhésion du Togo permettra de « renforcer la coopération régionale et d'offrir un accès à la mer aux pays membres » de l'Alliance.

C. B.

UN JOUR IMPORTANT POUR L'AFRIQUE

Nandi-Ndaitwah première présidente de la Namibie

LA PRESSE namibienne présente la nouvelle présidente comme une dame qui a connu un parcours très riche dans sa carrière politique.

■ HOCINE NEFFAH

Une première dans le continent africain. Nandi-Ndaitwah a été investie, hier, présidente de la Namibie. Les instances namibiennes chargées de la gestion des élections ont confirmé la victoire de Netumbo Nandi-Ndaitwah. Cette victoire sera ancrée à jamais dans les annales politiques du continent africain qui a su s'arrimer avec les exigences du changement qui vient de marquer l'expérience namibienne en matière de démocratie et de parité politique entre les hommes et les femmes. L'investiture de Netumbo Nandi-Ndaitwah a vu la participation à la cérémonie des chefs d'État voisins de l'Angola et de l'Afrique du Sud mais aussi de la Tanzanie. La nouvelle présidente de la Namibie est issue du parti historique au pouvoir depuis des décennies.

Les médias namibiens ont déclaré que « président sortant Nangolo Mbumba, 83 ans, a remis le pouvoir à Mme Nandi-Ndaitwah lors d'une cérémonie qui a coïncidé avec le 35^e anniversaire de l'indépendance de la Namibie. La prestation de serment a été déplacée du stade de l'indépendance à State House en raison de fortes pluies.

Des applaudissements et des youyous ont retenti lorsque «NNN», comme elle est surnommée, a prêté serment », affirment les médias locaux.

Le président sortant a souligné à ce propos que « La Namibie voit l'une de ses «filles les plus importantes briser le plafond de verre » », a indiqué Mbumba. Quant à



La Namibie élit sa première femme présidente.

l'épouse du président Hage Geingob, elle a déclaré que « cela faisait longtemps que nous l'attendions. Nous vivons un moment historique. Nous sommes extrêmement enthousiastes à l'idée d'accueillir une femme présidente », atteste-t-elle.

L'ancienne vice-présidente sud-africaine Phumzile Mlambo-Ngcuka, a dit à propos de l'investiture de la présidente Netumbo Nandi-Ndaitwah : « C'est un jour important pour l'Afrique. Elle restera un modèle pour de nombreuses autres jeunes femmes et femmes de tous âges », a-t-elle soutenu.

La presse namibienne présente la nouvelle présidente comme une dame qui a connu un parcours très riche dans sa carrière politique et surtout en tant que candidate au poste de la présidence qui est considéré comme poste très sensible et important dans la vie politique africaine en général et namibienne en par-

ticulier. La nouvelle présidente est considérée comme « comme pilier de l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (Swapo).

Ce mouvement de la libération du temps de l'occupation sud-africaine, converti en parti politique, gouverne la Namibie depuis son indépendance en 1990 », selon les biographes qui ont suivi avec minutie les traces de cette grande militante contre l'apartheid et la domination coloniale de par le monde.

Les biographes de parcours politique de Netumbo Nandi-Ndaitwah ont souligné à son propos : « Passée par la Russie lors de son exil dans les années 1970, la militante a fait ses classes au Komsomol, l'organisation de jeunesse du Parti communiste soviétique. Elle en a conservé des affinités avec des pays comme la Corée du Nord, qui a construit de nombreux bâtiments dans la capitale namibienne avant le durcissement des

sanctions », affirme-t-on. Les défis qui attendent le mandat de la nouvelle présidente de la Namibie sont définis sur la base de ce que recèle le pays comme richesse énergétique à l'image de l'énergie solaire et éolienne et la détermination de cette dernière à faire de l'hydrogène vert une priorité dans la perspective de permettre à la Namibie d'accéder à une place prépondérante de ce domaine des énergies propres et renouvelables.

D'autres domaines seront explorés selon les experts namibiens qui ont souligné que « des missions d'exploration en cours dans le bassin du fleuve Orange (sud-ouest) multiplient les découvertes de gisements de gaz et de pétrole. Ils représentent un espoir de doper une croissance de 3,5% l'an passé laissant largement de côté les jeunes, frappés par un chômage massif: 44% des 18-34 ans en 2023 », ont-il déclaré.

H. N.

MAROC

Manifestations massives pour la fin de la normalisation

Les rues des principales villes marocaines ont été le théâtre, mardi soir, d'une vague de manifestations massives durant lesquelles les Marocains ont exprimé leur soutien à la Palestine et exigé la fin de toute forme de normalisation entre le régime du Makhzen et l'entité sioniste qui a repris son agression génocidaire contre le peuple palestinien à Gaza, ont rapporté des médias locaux. Des foules nombreuses ont pris part à des manifestations à Tanger, Rabat, Fès, Casablanca, Berkane et Agadir et scandé à l'unisson des slogans tels que «Le peuple veut la fin de la normalisation». Les manifestants ont brandi des drapeaux palestiniens et des banderoles dénonçant l'agression sioniste en cours contre le peuple palestinien, tout en réaffirmant leur rejet absolu de toute forme de normalisation avec l'entité sioniste. À Rabat, des manifestants se sont rassemblés devant le Parlement, soulignant que le sang des enfants, des femmes et des personnes âgées de Gaza ne serait pas un moyen de pression dans les négociations politiques. Dans le même temps, les villes de Tanger, Fès et Casablanca ont été le théâtre de manifestations massives durant

lesquelles les Marocains ont investi les rues principales pour exprimer leur colère vis-à-vis des crimes abominables commis par l'armée d'occupation sioniste. Les manifestations se sont, en outre, étendues à plusieurs autres villes, dans lesquelles des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer l'occupation sioniste, réitérer leur rejet de la normalisation et réaffirmer la solidarité totale des Marocains avec le peuple palestinien. Dans ce contexte, le Front marocain de soutien à la Palestine et contre la normalisation a appelé à un rassemblement de protestation, ce mercredi, à Tétouan pour réaffirmer son soutien au peuple palestinien jusqu'à ce qu'il obtienne ses pleins droits, élever la voix du peuple marocain contre la normalisation et renouveler l'engagement selon lequel «la protection de la Palestine est un devoir et la normalisation est une trahison». De son côté, l'Union nationale des étudiants marocains a condamné l'agression sioniste contre la bande de Gaza et la violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu, tout en appelant à «la suspension de tous les accords de normalisation signés avec l'entité sioniste et à l'adoption de posi-

tions audacieuses à la mesure de la phase sensible que nous traversons, et ce en soutien aux droits du peuple palestinien». Elle a notamment exprimé sa volonté de participer à toutes les formes de lutte et de manifestations populaires de soutien à la cause palestinienne et contre la normalisation, «aux côtés d'autres organismes et institutions de la société civile». L'Organisation du renouveau étudiant a, pour sa part, condamné «le mutisme (des autorités marocaines), qui ne se limite plus à l'impuissance et à l'inaction, mais s'est transformé en connivence flagrante avec l'ennemi sioniste à travers la normalisation affichée et la coordination sécuritaire et économique, dans ce qui s'apparente à une trahison claire à la nation musulmane et à ses justes causes». Elle a renouvelé son appel aux pays ayant normalisé leurs relations avec l'entité sioniste, et à leur tête le Maroc, «à cesser toute forme de normalisation avec cette entité occupante, considérant que cette voie n'a apporté que de la honte et du déshonneur, et qu'elle est rejetée par les peuples libres qui placent la cause palestinienne au cœur de leur conscience et de leur identité».

SAHARA OCCIDENTAL

L'armée sahraouie cible les forces marocaines

Les unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (Apls) ont ciblé des positions de l'armée d'occupation marocaine dans le secteur de Mahbès, leur infligeant «de lourdes pertes humaines et matérielles», a indiqué la direction centrale du commissariat politique de l'Armée sahraouie dans un communiqué. «Dans le cadre de la poursuite de la guerre de libération, l'armée sahraouie a mené mercredi matin un bombardement ciblé contre les bases de l'armée marocaine dans la zone d'Oudi Afnidou dans le secteur de Mahbès», précise le communiqué rapporté par l'Agence de presse sahraouie (SPS). Les attaques de l'Apls se poursuivent contre les positions et les retranchements des forces d'occupation marocaine le long du mur de sable (mur de la honte), «leur infligeant de lourdes pertes humaines et matérielles», conclut le communiqué.

NIGER

13 soldats tués dans deux attaques terroristes

Treize soldats nigériens ont été tués entre samedi et lundi dans des affrontements avec des terroristes, l'un près du Burkina et l'autre près du Nigeria, a annoncé mercredi soir l'armée. Le 17 mars, c'est dans cette zone, vers Diffa, que le poste militaire de Chétima-Wangou, a été attaqué «par un groupe d'environ 300 terroristes», identifiés comme appartenant à Boko Haram, explique l'armée dans son bulletin des opérations. Les terroristes étaient «déterminés à pénétrer les lignes de défense» et ont «déployé des véhicules piégés, explosifs», affirme-t-elle, précisant que l'attaque a fait quatre morts parmi les soldats. L'attaque a été repoussée, et l'armée précise que son aviation a ensuite neutralisé une «colonne de trente motos» et «une cinquantaine de terroristes réfugiés dans une maison», tandis que d'autres ont pris la fuite vers le Nigeria. Deux jours plus tôt, de l'autre côté du pays, sur un site aurifère, dans la zone de Tillabéri «neuf soldats sont tombés au combat et sept ont été blessés», indique l'armée. Les soldats ont été tués lors de «violents affrontements», avec des terroristes «affiliés à l'État islamique», près du Burkina Faso, autre pays miné par les violences terroristes. Selon l'armée, les assaillants ont bénéficié «de renforts d'une centaine de motos venues du Burkina Faso», mais une opération terrestre et aérienne entre les armées des deux pays alliés les ont «mis en déroute». Au moins 55 terroristes ont été éliminés dans des frappes, précise l'armée nigérienne.

CONFLIT EN RDC

Plus de 100 000 personnes ont fui vers les pays voisins

Plus de 100 000 personnes fuyant le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) ont trouvé refuge en moins de trois mois dans les pays voisins, a indiqué vendredi le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) «En moins de trois mois, le nombre de Congolais fuyant vers les pays voisins a grimpé à plus de 100 000», a déclaré une porte-parole du HCR, Eujin Byun, lors d'un point de presse à Genève. L'est de la RDC, région fertile et riche en ressources naturelles, frontalière du Rwanda, est ravagé depuis 30 ans par des violences impliquant une myriade de groupes armés, ainsi que certains pays voisins de l'immense nation d'Afrique centrale, défendant leurs propres intérêts notamment économiques. Soutenu par des troupes rwandaises, le groupe armé M23, qui a repris les armes en 2021, mène depuis janvier une offensive éclair dans les provinces de l'est de la RDC du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

CONTRIBUTION

EN QUOI LA POÉSIE EST UTILE ?

■ Considérée par certains comme un genre littéraire mineur, la poésie donne parfois l'impression d'être le parent pauvre de la littérature.



■ JUGURTHA ABBOU*

Peu lue, peu aimée, peu comprise. Les ventes de recueils de poésie sont dérisoires si on les compare aux romans. Pourtant, la poésie a tellement de bonnes choses à nous offrir. Par sa grâce, nous obtenons des réponses que nous ne saurions exprimer de manière spontanée. Sa magie nous transporte vers un autre monde. Elle élargit notre perception, elle agrandit notre sensibilité, notre sens émotionnel... Elle transforme notre inconscient et le stimule. La poésie fait appel à l'imaginaire et met subitement en suspens la partie rationnelle de notre cerveau. Le mot poésie vient du verbe grec poiein qui signifie « produire », « créer ». Le poète invente, crée. Il a le pouvoir de jouer avec les vers, avec les verbes. Dans l'Antiquité, on disait que le poète était doué d'une inspiration divine qui lui permettait de chanter les exploits divins. Il était interprète des dieux. Pendant des siècles, les aèdes avaient pour fonction de transmettre les grands mythes collectifs, de porter la mémoire du groupe. Les poètes étaient les porte-paroles de leurs peuples, de leurs tribus. Ils étaient

les narrateurs du récit historique. L'une des forces de la poésie réside dans sa capacité à atteindre ce que nous avons de plus sensible en nous, elle cherche en nous ces zones de sensibilité que rarement nous activons. C'est un moyen de nous élever et de nous mettre en contact avec ce qu'il y a de plus sensible ou de la révéler. La poésie relève d'un travail sur les mots, sur leur signification et leur beauté. Il s'agit également d'un certain travail sur l'esprit. Le poète est un créateur qui capte. Il observe et s'ouvre au réel, il dispose d'une autre vision du monde, il repense le monde, renouvelle sans cesse ses sensations et permet au lecteur d'en faire de même. Nous avons besoin de la poésie si nous avons du chagrin. Il y a toujours un poème qui exprime ce que nous traversons. La poésie dit beaucoup mieux que nous ce que nous ressentons. Pour Musset, « Les plus désespérés sont les chants les plus beaux ». La poésie est souvent utilisée pour transcrire les sentiments du poète, peu importe que ces derniers soient

bons ou mauvais. La poésie est un refuge, une consolation. Bien qu'ils ne soient pas forcément joyeux, les poèmes sont la résonance de l'âme, dans le bonheur comme dans la tristesse. Grâce à la poésie, c'est l'imaginaire qui s'exhibe et nous montre nos misères et nos grandeurs. Plus que ça, la poésie permet d'affronter la mort et le deuil. Nombreux sont les poètes qui abordent ces thèmes. Cependant, la poésie n'est pas centrée uniquement sur la personnalité et les émotions du poète. Elle lui permet de faire le lien entre l'homme et la nature, et de mieux comprendre le monde. Le poète, tel que Baudelaire dans *L'Harmonie du soir*, peut faire pour ses lecteurs un lien avec la nature, afin de nous redonner un regard neuf sur le monde. Quant à la poésie engagée, c'est un outil qui permet au poète d'exprimer ses opinions politiques et d'inciter le lecteur à l'action, afin de changer la société. Lire et écrire de la poésie sont également des activités qui permettent de mieux comprendre les autres, de tenter de deviner ce qu'ils ressentent, ce qui aide à développer l'empathie. La poésie peut contribuer à élargir notre point de vue sur le monde, sur les choses, sur les autres. La poésie permet de dire l'indicible. Elle permet d'aller au-delà de ce que le langage est censé pouvoir dire. Le poète trouve une façon de dire qui lui permet de décrire ce qui n'est pas censé être descriptible. La poésie peut donner de l'existence à ce qui n'en a pas. La forme poétique renforce la puissance de l'argumentation, permet de susciter colère et pitié chez le lecteur. L'utilisation d'images poétiques telles que « son crâne était ouvert comme un bois qui se fend » dans *Les Châtiments*, ajoute de l'émotion et augmente les chances de convaincre le lecteur par rapport à une autre forme littéraire. La poésie est aussi belle d'autant plus qu'elle est utile. Il est toujours extraordinaire de garder en tête que les poèmes sont parmi les dernières choses dont se souviennent les malades d'Alzheimer.

J. A.

PROJECTION DE *LES PRISONNIERS ALGÉRIENS DE SAINTE-MARGUERITE*

Commémoration du « jour de la Victoire »

Le film documentaire du réalisateur Ali Fateh Ayadi, *Les prisonniers algériens de l'île Sainte-Marguerite*, qui restitue à la lumière du jour, une page sombre de l'histoire de la France coloniale et ses crimes commis contre les Algériens, a été projeté mercredi dernier, à Alger, dans le cadre des célébrations du 63e anniversaire du « Jour de la Victoire » (19 Mars 1962). Accueilli à la salle de projection du Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (Cnca), sis boulevard Krim-Belkacem, à Alger, ce film-documentaire, projeté sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, s'inscrit dans la continuité de la série de films documentaires programmés par le Centre tous les mercredis soir durant le mois sacré du Ramadhan. En présence de nombre de figures algériennes du cinéma et de la télévision, le film, d'une durée de 112 minutes, révèle l'histoire encore méconnue de l'île Sainte-Marguerite, sise au large de la ville de Cannes (sud-est de la France) et rappelle une page sombre de l'histoire de la France coloniale et de ses crimes barbares commis contre les Algériens déportés. Ce travail de mémoire filmé a été appuyé par les historiens, Xavier Yacono, Michel Renard, Jean-Louis Tranche et Gilles Manceron, l'auteur Martine Le Coz, le regretté M'Hamed Ben Redouane de la Fondation Emir Abdelkader, le chercheur au Centre de recherches en anthropologie sociale et culturelle (Crasc), Amar Mohand Amer, le politologue Olivier Le Cour GrandMaison et l'ancien diplomate algérien, Salah Benkobb, entre autres. Les intervenants dans le documentaire, ont été unanimes à considérer que le film d'Ali Fateh Ayadi est « un document historique de plus, qui met à nu les desseins macabres et barbares de la France coloniale et ses pratiques abjectes et inhumaines à l'égard de la population civile algérienne ». Le film d'Ali Fateh Ayadi remonte chronologiquement, jusqu'aux premières années de l'invasion française de l'Algérie, avec notamment, la « prise d'Alger le 5 juillet 1830, l'organisation de la résistance sous la direction de l'Émir Abdelkader », dont le parcours détaillé est évoqué avec toutes les victoires sur l'ennemi qui ont conduit à la « signature du traité Desmichels en 1834 », puis au « siège de Tafna en 1837 et au premier siège de Constantine en 1836 », que les intervenants ont expliqué avec des faits établis et des témoignages recueillis des Mémoires d'officiers et de soldats de l'armée coloniale. Par la voix des intervenants et du narrateur, le documentaire a également révélé « la torture et les pratiques et conditions abominables et inhumaines dans lesquelles ont vécu, de 1837 jusqu'à 1847, quelques 843 Algériens déportés, rejoints plus tard par les condamnés de la révolte kabyle de 1864 ». Parqués dans des cellules étroites, où il fait une chaleur étouffante en été et à un froid glacial en hiver, « la plupart des Algériens déportés, mourront sous la torture ou de maladie et de malnutrition pour les femmes et les enfants notamment », poursuivent les intervenants. Au cimetière des Musulmans de l'île Sainte-Marguerite, reposent, à ce jour, les corps de « près de 600 Algériens en déportation, constituant les membres de la Smala de l'Émir Abdelkader et les prisonniers algériens des différentes révoltes et insurrections, tous morts dans des conditions atroces », selon le document de présentation du film. Après des études à l'école de l'ex-RTA et une formation dans le cinéma en France, Ali Fateh Ayadi, producteur, réalisateur et scénariste, est connu pour les quelques 150 documentaires à son actif, sur l'histoire, notamment, à l'instar de ceux consacrés à l'Émir Abdelkader, *Les enfumades du Dahra*, *L'OAS*, *Le 8 Mai 1945*, *Les avocats du FLN* ou autour du soutien d'Enrico Mattei à l'Algérie. Programmé dans le cadre du « Cinéma Club » du Cnca pour l'année 2025, le film documentaire d'Ali Fateh Ayadi, *Les prisonniers algériens de l'île Sainte-Marguerite*, sorti en 2023, est produit par le ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit.

CONCOURS DE L'INCHAD

La 1^{re} place pour la troupe «El-Izaa» d'Ouzera

La troupe de l'Inchad de la section des Scouts musulmans algériens (SMA) « El-Izaa » de la commune d'Ouzera (Médéa) a remporté, mercredi soir, la première place du concours de l'Inchad et du chant engagé, qui s'est tenu du 15 au 19 mars courant à la Maison de la culture Hassan-El-Hassani. La deuxième place est revenue à la troupe « El-Houria » de la commune de Tamesguida, tandis que la troisième place a été décrochée par la troupe « Er-Rayane » de la commune de Benchicao. Quatorze (14) troupes issues des communes d'Ouzera, Saneg, Tablat, Médéa, El-Hamdania, Tamesguida, El-Omaria, Mihoub, Benchicao, Derrag, Robeia, Bir Benabed et



Hannacha ont pris part à la deuxième édition du concours de wilaya de l'Inchad et du chant engagé destiné à encourager ce type d'expression musicale et l'éclosion de jeunes talents.

YANIS TALEB, PIANISTE ET COMPOSITEUR ALGÉRIEN, À L'EXPRESSION

«Ma musique est une passerelle entre l'Orient et l'Occident»

Entretien réalisé par
O. HIND

Yanis Taleb est un pianiste et compositeur au style unique, fusionnant la musique classique européenne et orientale. Lauréat du prix du président de la République, il a présenté ses œuvres au prestigieux Royal College of Music de Londres, dirigé par le roi Charles III. Son talent et son originalité font de lui une figure prometteuse de la musique classique contemporaine. Après Artissimo Hub Créatif, il s'est produit mercredi dernier au TNA où il a su mettre le public à ses pieds. Ce dernier, dans le silence le plus total, l'a écouté religieusement. Jeune prodige du piano, notre virtuose a su charmer le large auditoire par ses belles compositions tout en douceur et harmonie, suivront d'autres morceaux telle la musique du film culte *Rissala* ou encore des chants patriotiques qui ont ému l'assistance. Yanis Taleb au talent prometteur, a de l'avenir devant lui. Assurément ! Il nous parle ici de sa passion pour le piano, non, sans nous dévoiler ses projets...



notes musicales. C'est un moment que je vis qui va me permettre d'avoir des émotions, comme par exemple un voyage, un conflit, des choses du quotidien qui vont me permettre de sentir des émotions et ces émotions-là je vais les transposer en notes de musique. C'est cela qui va me permettre de composer.

Avez-vous pensé à faire de la compo de films ?

Oui. J'en ai déjà fait. J'ai mon meilleur ami qui est réalisateur de film. Lui, fait ses films et moi je compose la musique derrière, ensuite on les présente dans des festivals comme ce fut le cas dans le cadre du festival du court-métrage de la ville de Lille...donc oui j'ai de l'expérience en ce qui concerne la musique à l'image qui est quand même un autre travail par rapport à mes propres compositions que je fais pour les concerts, qui, cette fois est le fruit de mon vécu, qui me permet de composer ces musiques car le travail de compositions à l'image c'est vraiment l'image qui va me guider à faire cette musique...

Comment pourrait-on résumer votre univers musical ?

On peut le résumer comme une passerelle ou un pont entre deux mondes, l'Orient et l'Occident. C'est vraiment deux mondes qui s'unissent car dans ma manière de jouer on sent que je travaille sur des pièces de musique classique, la technique classique est là mais on va ressentir aussi des notes orientales qui se baladent.

C'est votre influence identitaire qui parle...

Oui. Tout à fait. J'adore la musique classique, mais je suis très attaché aux sonorités orientales que l'on peut trouver dans les pays arabes et particulièrement les sonorités que l'on trouve en Algérie et ce, à travers la musique andalouse, le chaâbi... ces sonorités-là j'y suis attaché.

Quels sont vos projets ?

J'ai un grand projet que je suis en train de faire. Je suis en train de composer une pièce pour l'Algérie que j'ai appelé « la valse algérienne ». C'est comme un cadeau que je fais au ministère de la Culture algérien et la Présidence pour m'avoir attribué le prix Ali Maâachi du président de la République. Une sorte de remerciement et une reconnaissance pour ce prix et un cadeau à l'Algérie que je fais. On va retrouver dans cette composition une esthétique des grandes valse viennoises, ce côté grandiose, mais toujours avec des sonorités algériennes, typiquement algériennes que l'on va retrouver dans cette œuvre-là. C'est une œuvre pour piano et orchestre. Le piano sera au centre de la musique. On va essayer de l'enregistrer avec l'orchestre de l'opéra d'Alger. C'est le premier objectif, ensuite pourquoi pas me produire avec dans un grand festival comme par exemple le festival symphonique de musique classique qui se déroule tous les ans à l'opéra d'Alger. Ce serait l'occasion idéale pour la présenter au public.

O. H.



SOIRÉES RAMADHANESQUES À BÉJAÏA

Hafid Djemaï charme Yemma Gouraya

La ville culturelle de Yemma Gouraya, vit au rythme des soirées chaabies pendant ce mois sacré de Ramadhan. Elles sont devenues un hymne à la nostalgie et à l'envoûtement. Un véritable hommage à la richesse culturelle algérienne. Une fois le rituel spirituel lié aux prières de tarawih terminé, les haut-parleurs des mosquées cèdent leur rôle aux notes envoûtantes de la musique chaâbie qui s'élèvent dans l'air, à travers pratiquement tous les quartiers du chef-lieu, rappelant aux Béjaouis et leurs hôtes un héritage musical vibrant, rempli de nostalgie.

Les soirées chaâbies, qui se déroulent dans divers lieux emblématiques de la ville, transportent les participants dans un voyage sensoriel.

La musique chaâbie, souvent considérée comme l'âme des quartiers populaires, soutient des récits d'amour, de douleur et de joie, créant un lien émotionnel avec chaque note jouée.

L'évènement de cette soirée mémorielle du 19 Mars, la fête de la Victoire, fut la soirée animée au théâtre régional Abdelmalek Bouguermouh de Béjaïa, planifiée et organisée par l'altruiste de la même ville, Salim Merabet en l'occurrence. Une soirée envoûtante dédiée à la mémoire des chouchouhada. Elle a été animée, dans sa première partie, par cheikh Abdellah Bouchebah à qui un vibrant hommage lui a été rendu par le promoteur de l'évènement et l'artiste peintre Djamel Bouali en présence de cheikh Mourad Bouchara.

La deuxième partie fut assurée par l'enfant prodige de Yemma Gouraya cheikh Abdelhafid Djemaï venu spécialement de France pour marquer de son empreinte les soirées chaâbies de cette année comme à chaque grand événement culturel.

Le moment tant attendu est enfin arrivé. Hafid Djemaï, un des frères Djemaï, une fraterie de mélomanes et de musiciens connus sur la scène nationale et internationale, figure emblématique de la chanson kabyle en général et chaâbie en particulier, est monté sur scène, prêt à électriser le public avec ses performances passionnées. Hafid Djemaï, avec sa voix puissante et son charisme indéniable, a instantanément capturé l'attention de tous.

Les nombreuses notes de son mandale et de sa musique ont résonné dans la salle, transportant tout le monde dans un voyage musical à travers l'histoire d'Algérie et de Béjaïa, la mer Méditerranée et les souvenirs d'anciennes traditions.

D'ailleurs, comme à chacune de ses sorties à Béjaïa, il n'oublie jamais de rendre hommage à son ami et compagnon, l'autre enfant prodige de Béjaïa Djamel Allam. Cette fois Hafid a élargi ses hommages à Farid Ali en interprétant sa fameuse chanson *ayema Aazizen ouretsrou* en hommage aux martyrs de la révolution en cette date historique de la fête de la Victoire d'une part, et au grand maître de la musique kabyle Slimane Azem d'autre part. Il faut dire que la musique chaâbie, ce mélange de poésie populaire et de sons traditionnels algériens, a trouvé son maître en la personne de cheikh Hafid Djemaï. Chacune des chansons interprétées ce soir du 19 Mars raconte une histoire de vie, d'amour, et de nostalgie, touchant des cordes sensibles dans les cœurs des spectateurs.

Les refrains entraînants invitaient le public à chanter en chœur, créant une communion musicale qui transcende les générations. Accompagné par un orchestre de charme, constitué par les frères Djemaï, Djamel, Abdenour et Massine entre autres. Chaque note jouée par les musiciens d'accompagnement ajoutait une dimension unique à la performance. en étant l'animateur de la deuxième partie de la soirée, le temps imparti fut très court, il était évident qu'on était bien parti pour rester sur notre faim, mais en l'espace d'un court moment Hafid, par son professionnalisme en a fait une soirée pas comme les autres. Les âmes étaient unies par une musique qui parle bien plus que des mots, et les visages, illuminés par les lumières scintillantes, racontaient tous une histoire de fête et d'amitié.

La soirée animée par Hafid Djemaï a laissé une empreinte indélébile dans le cœur de tous les présents. Bien après que les dernières notes se sont tues, les souvenirs de cette nuit magique continueront à résonner, prouvant une fois de plus que la musique est un langage universel qui unit au-delà des frontières.

L'Expression : Pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs et nous parler de votre parcours ?

Yanis Taleb : Je suis pianiste et compositeur. J'ai 25 ans. Je suis le lauréat de cette année du prix Ali Maâchi du président de la République algérienne. Ce que je fais dans mes concerts, je propose mes propres compositions. Ces dernières sont le fruit d'un brassage sonore entre les sonorités de la musique classique européenne et orientale. Mon parcours musical a commencé d'abord en tant qu'autodidacte à Tlemcen. C'est une ville où la musique andalouse règne. Il n'y avait pas de conservatoire de musique classique de fait. Comme moi, j'aimais beaucoup la musique classique, j'ai commencé mon voyage musical et autodidacte. Ce que je faisais c'est que j'écoutais *La lettre à Élise* de Beethoven, j'écoutais beaucoup ce morceau. C'est ce qui m'a poussé à faire du piano. Je l'écoutais en boucle et je le reproduisais à l'oreille au piano. Au fur et à mesure, j'apprenais des morceaux comme ça. J'avais fait ma première composition arabe à l'âge de 13/14 ans. J'ai commencé le piano à 13 ans, ensuite je suis parti en France et j'ai intégré un conservatoire de musique classique. j'ai continué...

C'est là où vous avez appris le solfège...

Oui, c'est là où j'ai appris comment un musicien de musique classique réfléchit au niveau solfège, mais au fur et à mesure de mon parcours au conservatoire je me rendais compte que j'étais beaucoup plus attaché au côté intuitif lié à la musique que par la partition où l'on est vraiment encadré par quelque chose qu'on doit lire. J'aime beaucoup faire du piano plus librement en fait.

En tant que jeune de 25 ans, comment arrivez-vous à vous affranchir d'aspect académique de la musique classique pour vous ancrer dans le contemporain ? N'est-ce pas un peu frustrant de se cantonner dans le classique ?

Je trouve que c'est un peu frustrant justement. C'est pour ça que j'ai eu la chance d'avoir une facilité au niveau de la composition. J'aime bien ce côté « liberté » en fait dans la création. Et dans la composition on est libre. C'est quelque chose dans lequel je me retrouve.

D'où vient cette liberté de composition, autrement de vos sources d'inspiration et qui plus est à l'âge de 25 ans ?

Quand je compose mes musiques, c'est vraiment le fruit d'un vécu que je vais transposer en



ELLE ARRIVE À LA 3^e PLACE DES NATIONS LES PLUS HEUREUSES D'AFRIQUE

Il fait bon vivre dans la nouvelle Algérie

UN AUTRE rapport onusien met en avant un fait marquant : la pauvreté est quasi inexistante dans notre pays. Ce qui reflète une réalité indéniable : le pays progresse sur tous les plans...

■ WALID AÏT SAÏD

Le bonheur est algérien ! Notre pays est sur le podium des pays les plus heureux d'Afrique. Mieux encore, il est deuxième au Maghreb, fait partie du « Top Teen » arabe et du « Top 100 » mondial. Ce sont les Nations unies qui le disent. En effet, le 20 mars de chaque année, l'ONU célèbre la Journée internationale du bonheur. À cette occasion, elle rend public le *World Happiness Report*, qui classe les pays selon l'indice du bonheur. Sur près de 200 États, l'Algérie arrive à la 84^e place mondiale.

Elle gagne un rang par rapport à l'an dernier. En Afrique, elle arrive en 3^e position derrière la Libye et l'Ile Maurice, respectivement 79^e et 79^e. Elle est suivie loin derrière par l'Afrique du Sud qui est classée à la 95^e place mondiale. Au niveau arabe, on arrive à la 7^e position. Les Emirats arabes unis dominant ce classement devant le Koweït, l'Arabie saoudite, Oman, Bahrien et la Libye sont les six autres pays du Mena qui nous devançant. Par contre, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et l'Égypte ne figurent même pas dans le Top 10. Ils occupent respectivement les (112^e), (113^e), (114^e) et (135^e) rangs mondiaux. Même la Palestine, qui fait face à un génocide sioniste et une crise humanitaire majeure, se positionne mieux, à la 108^e place. L'évolution de l'Algérie dans ce classement est remarquable. Après avoir atteint la 100^e place en 2020 et la



En Algérie, le bonheur est à portée de main.

109^e place en 2021, elle a réussi à intégrer à nouveau le Top 100 en 2022 avant d'atteindre cette année la 84^e place. Une progression qui témoigne de l'amélioration des conditions de vie grâce aux réformes mises en place et sous l'impulsion du président Tebboune. Contrairement aux discours des médias occidentaux qui tentent de noircir l'image de l'Algérie, ces chiffres reflètent une réalité indéniable : le pays progresse et le bien-être des citoyens s'améliore. Ce classement repose sur plusieurs critères clés tels que le soutien social, le niveau de revenu, l'espérance de vie, la liberté individuelle, la santé et la perception de la corruption. En parallèle, un autre rapport onusien met en avant un fait marquant : la pauvreté est

quasi inexistante en Algérie. Selon les Nations unies, le taux de pauvreté est inférieur à 1 % et devrait atteindre 0 % d'ici 2030. Cette annonce a été faite à Addis-Abeba, en Éthiopie, lors de la publication du *Rapport économique sur l'Afrique 2025*, dans le cadre de la 57^e session de la Conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), un organisme de l'ONU. D'ici 2030, l'Algérie pourrait devenir l'un des rares pays africains à éradiquer totalement la pauvreté. Cette avancée repose sur une stratégie de développement ambitieuse, notamment la politique industrielle 2025-2030 et l'engagement en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). En renforçant les revenus, en luttant contre le

chômage et en réduisant les inégalités, le pays œuvre à offrir un cadre de vie digne et prospère à chaque citoyen. Alors que la pauvreté reste un défi majeur en Afrique, touchant plus de 55 % de la population sur certaines parties du continent, l'Algérie fait figure d'exception.

Avec un taux de pauvreté presque inexistant, elle se positionne comme l'un des pays les plus avancés en matière de progrès social. À titre de comparaison, des nations comme le Cap-Vert, l'Égypte, le Maroc, le Gabon, la Mauritanie et le Sénégal affichent encore un taux de pauvreté avoisinant les 10 %. Des chiffres qui confirment donc que la Nouvelle Algérie est une réalité, où il fait bon vivre...
W. A. S.

Agression sioniste : l'UE appelle à la pleine mise en œuvre du cessez-le-feu à Gaza

Le Conseil européen a appelé à un retour immédiat à la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Gaza, violé délibérément par l'armée d'occupation sioniste, mettant l'accent sur l'urgence de lever par l'occupant des entraves à l'acheminement sûr des aides humanitaires au profit des Gazaouis, selon l'agence de presse Wafa. « Lors de leur sommet tenu jeudi à Bruxelles, les dirigeants européens ont souligné, dans le même contexte, la nécessité de progresser vers la deuxième phase de l'accord, avec pour objectif la mise en œuvre d'un cessez-le-feu complet, conduisant à une cessation permanente » de l'agression, a encore rapporté Wafa. Ils ont, à cet égard, souligné l'importance de « permettre un accès sans entrave et une distribution généralisée et durable de l'aide humanitaire à Gaza, ainsi que l'approvisionnement immédiat en électricité de Gaza, y compris les usines de dessalement ». Les autorités palestiniennes de la santé ont annoncé jeudi un nouveau bilan d'au moins 506 martyrs et 909 blessés dans les frappes sionistes lancées depuis mardi sur la bande de Gaza, d'une violence sans précédent depuis le début de la trêve le 19 janvier. Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Gaza s'est alourdi à 49617 martyrs et 112950 blessés, depuis le 7 octobre 2023.

Chasse : plus de 26 000 permis délivrés par la DGF

La Direction générale des forêts (DGF) a délivré plus de 26.000 permis d'habilitation à la chasse depuis la relance de la formation des chasseurs en mars 2018, révèle un rapport de la direction publié à l'occasion de la Journée internationale des forêts, célébrée le 21 mars de chaque année.

IMPORTANT INVESTISSEMENT D'UNE MARQUE AUTOMOBILE CHINOISE

Une usine Great Wall en Algérie

LA POSITION de l'Algérie favorise l'émergence de nouveaux investissements directs étrangers.

■ MOHAMED OUANEZAR

L'industrie automobile est en phase de connaître des développements insoupçonnables, avec l'arrivée en force et progressive d'investisseurs automobiles étrangers importants en Algérie. Après les italiens de Stellantis (Fiat), qui se sont installés à l'Ouest du pays, à Oran, c'est au tour du constructeur automobile chinois Great Wall Motors (GWM) de lever le voile sur ses intentions. Cette prestigieuse marque automobile chinoise, détentrice des modèles Haval, Tank et Poer, annonce le lancement d'un projet industriel intégré d'envergure en Algérie.

Une délégation de la prestigieuse marque chinoise a été reçue, jeudi, par le ministre de l'Industrie algérien, Sifi Ghrieb, afin d'entamer les discussions officielles autour de son implantation en Algérie et la mise en service d'un complexe industriel multi-fonctionnel. Selon les premières informations communiquées par le ministère de l'Industrie, le constructeur automobile envisage de

mettre en place un projet multifonctionnel intégré, à travers une usine de production automobile couplée à une chaîne de fabrication de pièces détachées, ainsi que la mise en place d'un centre de recherche et développement et centre technique de certification et d'homologation. Le communiqué du ministère de l'Industrie explique, par ailleurs, que la réunion conjointe avec le groupe chinois a permis d'aborder « les mécanismes de mise en œuvre du projet et la clarification du cadre juridique nécessaire » ainsi qu'un échange autour des « différents aspects techniques et réglementaires pour assurer la conformité du projet avec la législation algérienne en vigueur ». Il est important de souligner que la marque chinoise Great Wall a bénéficié déjà d'une bonne aura au sein des automobilistes algériens, qu'ont eu à s'accommoder des services de la M4 et la Berline Voleex C30. Depuis quelque temps déjà, le changement intervenu dans le climat des affaires aidant, l'on assiste à un véritable assaut et opérations de charme de la part des grands constructeurs automobiles



La marque chinoise est très attendue.

étrangers, notamment chinois, afin de s'implanter en Algérie. Il est de notoriété publique que la position géostratégique de l'Algérie et l'adoption d'un nouveau modèle économique favorisent l'émergence de nouveaux investissements directs étrangers, en particulier dans le domaine de la construction automobile. Cela est d'autant plus important que le secteur automobile et de la pièce de rechange connaît une véritable dynamique en Algérie, ces dernières années,

avec des investissements prometteurs à l'horizon. C'est le cas des marques chinoises Cherry et la JAC qui sont en phase de lancer leurs usines respectives en Algérie. Pour JAC, les choses semblent avoir beaucoup avancé avec l'usine implantée à Ain Témoüchent, avec une capacité de production annuelle de 25.000 véhicules, dans une première phase, pour atteindre les 100.000 véhicules, une fois le projet optimisé. M. O.